

APRC/84/REP

FAO LIBRARY AN: 448859

Rapport de la

DIX-SEPTIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Islamabad, 24 avril-3 mai 1984



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Etats Membres de la FAO dans la Région Asie (au 3 mai 1984)

Bangladesh	Japon	Philippines
Bhoutan	Kampuchea démocratique	Royaume-Uni
Birmanie	Laos	Samoa
Chine	Malaisie	Sri Lanka
Corée, République de	Maldives	Thaïlande
Corée, République populaire	Mongolie	Tonga
démocratique de	Népal	Vanuatu
Fidji	Pakistan	Viet Nam
Inde	Papouasie-Nouvelle-	
Indonésie	Guinée	

Etats Membres de la FAO dans la Région du Pacifique Sud-Ouest

Australie	Nouvelle-Zélande	Samoa
Etats-Unis d'Amérique	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Tonga
Fidji	Royaume-Uni	Vanuatu
France		

Date et lieu des conférences régionales de la FAO pour l'Asie et le Pacifique

Première	—	Bangalore, Inde, 27 juillet-5 août 1953
Deuxième	—	Kandy, Ceylan, 20-25 juin 1955
Troisième	—	Bandung, Indonésie, 8-18 octobre 1956
Quatrième	—	Tokyo, Japon, 6-16 octobre 1958
Cinquième	—	Saigon, Viet Nam, 21-30 novembre 1960
Sixième	—	Kuala Lumpur, Malaisie, 15-29 septembre 1962
Septième	—	Manille, Philippines, 7-21 novembre 1964
Huitième	—	Séoul, République de Corée, 15-24 septembre 1966
Neuvième	—	Bangkok, Thaïlande, 4-15 novembre 1968
Dixième	—	Canberra, Australie, 27 août-8 septembre 1970
Onzième	—	New Delhi, Inde, 17-27 octobre 1972
Douzième	—	Tokyo, Japon, 17-27 septembre 1974
Treizième	—	Manille, Philippines, 5-13 août 1976
Quatorzième	—	Kuala Lumpur, Malaisie, 25 juillet-3 août 1978
Quinzième	—	New Delhi, Inde, 5-13 mars 1980
Seizième	—	Jakarta, Indonésie, 1-11 juin 1982
Dix-septième	—	Islamabad, Pakistan, 24 avril-3 mai 1984

Rapport de la
DIX-SEPTIEME CONFERENCE REGIONALE DE LA FAO
POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE
Islamabad, 24 avril - 3 mai 1984

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
RESUME DES RECOMMANDATIONS	iii - vi
	<u>Paragraphes</u>
INTRODUCTION	1 - 33
Allocution d'ouverture du Directeur général	34 - 49
Principaux thèmes mis en relief dans les exposés nationaux	50 - 75
Résumé de la déclaration du Directeur général à la fin du débat général	76 - 85
Déclarations des représentants des Nations Unies et d'autres organisations	86 - 90
Activités de la FAO dans la région en 1982-83 et Programme de travail et budget pour 1984-85	91 - 120
RAPPORT DU COMITE TECHNIQUE	121
Plan d'action pour la mise en valeur des sources renouvelables d'énergie rurale	122 - 147
Politiques des prix agricoles	148 - 173
Formation en matière de développement agricole et rural	174 - 185
Représentation de la région au Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI)	186 - 192
Bilan de l'oeuvre accomplie par certaines commissions régionales de la FAO	193 - 196
CONCLUSIONS	
Date et lieu de la dix-huitième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique	197
Clôture de la Conférence	198 - 200

ANNEXES

- A - Ordre du jour
- B - Liste des participants
- C - Liste des documents
- D - Déclaration d'ouverture du Directeur général à la plénière

RESUME DES RECOMMANDATIONS

La Conférence a formulé 42 recommandations, dont 20 pour suite à donner par les Etats Membres, 18 pour suite à donner par la FAO et les 4 autres pour suite à donner par les Etats Membres et la FAO. Elles sont énumérées ci-après sous les rubriques correspondantes à l'ordre du jour:

Examen des activités de la FAO dans la région en 1982-83 et programme de travail et budget pour 1984-85

A l'attention de la FAO

1. La FAO devrait constituer un dossier des bons résultats obtenus dans la région en matière d'utilisation efficace des ressources en eau et en engrais et en assurer une large diffusion (par. 101).
2. La FAO pourrait aider certains pays à entreprendre des études au niveau micro sur le potentiel agro-écologique, en vue de mettre au point des systèmes de culture appropriés et rentables qui permettront d'exploiter pleinement et rationnellement la capacité de production des ressources en terres et autres ressources (par. 103).
3. Sous réserve de trouver les fonds nécessaires, la FAO devrait aider les Etats Membres à mettre sur pied un projet régional en vue d'échanger des données d'expérience et des matériels de plantation, et d'améliorer la conduite des pépinières et produire des semences maraîchères de qualité (par. 105).
4. La FAO devrait continuer de promouvoir la lutte intégrée contre les ravageurs et intensifier ses activités dans ce domaine, en encourageant notamment la lutte contre la pollution et l'utilisation sans danger des pesticides (par. 107).
5. La FAO devrait intensifier ses activités de recherche-développement pour faciliter l'utilisation des eaux salées et saumâtres de la région, en particulier pour mettre au point des variétés de plantes cultivées tolérantes au sel (par. 109).
6. La FAO devrait apporter une aide convenable au stade approprié aux pays insulaires du Pacifique pour faciliter l'introduction de la riziculture (par. 112).
7. Un centre régional de recherches coordonnées sur le buffle (notamment sur la nutrition, la reproduction et les systèmes alimentaires et économiques) devrait être créé. La FAO devrait préparer un document de projet et s'efforcer de trouver une aide financière pour le projet (par. 116).
8. Les activités au titre de la CTPD dans la région devraient être élargies et intensifiées. La Conférence a instamment prié les organismes donateurs internationaux d'accroître leur soutien aux programmes de CTPD (par. 117).

Plan d'action pour la mise en valeur des sources renouvelables d'énergie rurale

A l'attention des gouvernements

9. Les pays devraient prendre connaissance des divers éléments du plan d'action présenté en détail dans le document du Secrétariat (APRC/84/6) et établir des plans d'action nationaux visant spécifiquement à augmenter les ressources en énergie rurale (par. 127).
10. Les pays devraient faire un effort important pour assurer la participation active des populations rurales à la formulation, à l'exécution et à l'évaluation des programmes et projets intéressant les sources renouvelables d'énergie rurale, sans perdre de vue le rôle des organisations non gouvernementales pour mobiliser ces populations (par. 130).

11. Les pays devraient s'efforcer en priorité d'accroître les disponibilités de bois de feu dans les zones géographiques où il existe des pénuries aiguës/déficits (par. 132).
12. Il faudrait accroître encore les ressources en bois de feu sur les terres forestières et sur d'autres terres. Il faudrait promouvoir énergiquement la foresterie sociale et autres moyens d'action propres à encourager la participation des communautés et des agriculteurs et à les inciter à planter des arbres (par. 133).
13. L'éducation, la vulgarisation, la formation et la recherche forestière et agricole devraient être réorientées vers l'élaboration des programmes nécessaires pour valoriser le bois comme source d'énergie (par. 134).
14. Il faudrait encourager l'adoption de poêles à bois adaptés au milieu social et présentant un bon rapport coût-efficacité, sans perdre de vue le rôle des femmes dans l'acceptation de cette technologie (par. 135).
15. Les pays (où le programme en faveur du biogaz a peu progressé) devraient installer des unités pilotes pour faire la démonstration de leur valeur pratique et leur viabilité (par. 137).
16. Les pays devraient prendre des dispositions institutionnelles appropriées en vue de fournir des services techniques spécialisés pour assurer le fonctionnement des unités de production de biogaz déjà installées (par. 139).
17. En ce qui concerne les biofertilisants, les pays devraient redoubler d'efforts pour tirer effectivement parti du potentiel de fixation biologique de l'azote (en utilisant Azolla, les algues bleu-vert et Rhizobium) (par. 142).
18. Pour améliorer l'efficacité générale de la traction animale, les pays devraient mettre au point des aliments pour animaux appropriés et des techniques convenables de conduite de l'élevage, ainsi que concevoir, fabriquer et adopter des instruments aratoires et équipements appropriés pour la traction animale. Des programmes de sélection convenables devraient être entrepris et les programmes existants devraient être renforcés (par. 143).
19. Les pays devraient confronter leurs expériences en ce qui concerne l'élevage des animaux de trait et les systèmes de harnachement (par. 143).
20. Les pays devraient effectuer des enquêtes hydrauliques et topographiques approfondies et mettre en place des projets de démonstration pour promouvoir l'introduction de dispositifs d'élévation de l'eau (par. 145).

A l'attention de la FAO

21. La coopération régionale pour la mise en valeur des sources renouvelables d'énergie rurale devrait être encouragée dans un esprit de CTPD en créant des réseaux régionaux. La FAO devrait aider les pays de la région à mettre les réseaux en place (par. 131).
22. La Conférence a appuyé le programme de coopération régionale élaboré par la FAO pour la valorisation du bois comme source d'énergie (par. 136).
23. La FAO devrait organiser des programmes de formation sur la production de biogaz et encourager la coopération entre pays à l'aide du réseau d'instituts nationaux, pour faciliter les échanges d'informations et promouvoir les activités de recherche appliquée (par. 138 et 140).
24. La FAO devrait promouvoir les échanges de connaissances et de données d'expérience entre les pays pour perfectionner la technologie de production de gaz de gazogène utilisant la balle de riz (par. 141).
25. Pour promouvoir l'utilisation de l'énergie éolienne, la FAO devrait se charger de diffuser les connaissances et les données d'expérience disponibles à l'intérieur et à l'extérieur de la région, en vue d'encourager une plus large utilisation de l'énergie éolienne

en agriculture. La FAO devrait également aider les pays à mettre sur pied des projets pilotes et de démonstration et à expérimenter/adapter des techniques éprouvées (par. 144).

26. La FAO devrait faciliter les échanges de connaissances et de données d'expérience en vue de mettre rapidement sur pied le centre régional de recherche appliquée et de formation sur les dispositifs élévatoires qu'on se propose de créer en Chine (par. 146).

27. La FAO devrait faciliter l'identification, l'expérimentation et la promotion de types appropriés de séchoirs solaires en mettant sur pied des projets pilotes et de démonstration, et en organisant des échanges d'informations et de connaissances techniques à l'intérieur de la région (par. 147).

Politiques des prix agricoles

A l'attention des gouvernements

28. Les pays devraient évaluer les dispositifs institutionnels actuels de formulation des politiques de prix et, s'il y a lieu, créer un organisme indépendant chargé de donner des avis sur l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques des prix agricoles, en tenant compte des vues de tous les groupes d'intérêts (par. 168).

29. Les pays devraient envisager la création de mécanismes appropriés pour mettre en oeuvre les politiques de prix (par. 170).

30. Les pays devraient évaluer diverses approches possibles pour assurer aux groupes à faible revenu un approvisionnement alimentaire suffisant à des prix abordables, grâce à des programmes conçus en fonction des consommateurs (par. 171).

A l'attention de la FAO

31. La FAO devrait étudier la possibilité d'organiser un atelier pour examiner les différentes questions théoriques et pratiques que soulèvent la détermination des prix des produits agricoles et le coût de leur production (par. 172).

32. La FAO devrait aider les Etats Membres, dans le cadre de ses activités de formation, à renforcer les capacités nationales et à créer des institutions pour formuler, mettre en oeuvre et évaluer les politiques des prix agricoles (par. 173).

Formation en matière de développement agricole et rural

A l'attention des gouvernements

33. Les pays devraient organiser des programmes de formation à l'intention des femmes et de la jeunesse rurale, et les compléter par des programmes spéciaux de perfectionnement pour créer des emplois agricoles et non agricoles. On a également suggéré qu'il faudrait coordonner les programmes de formation sur une base familiale (par. 178).

34. Les pays devraient identifier des animateurs locaux et leur dispenser une formation dans les domaines suivants: organisation communautaire, planification et exécution des programmes, administration et finances, surveillance et évaluation, artisanat rural et industries familiales, etc. (par. 182).

35. Les pays devraient promouvoir le concept "apprendre des paysans", et les agents du développement rural/vulgarisateurs devraient être encouragés à utiliser ce système (par. 183).

36. Les pays devraient former les agents du développement rural/vulgarisateurs aux techniques d'action de groupe, ainsi qu'à la gestion agricole, au développement et à la recherche active fondés sur la participation, en vue de mettre en oeuvre des programmes spéciaux efficaces à l'intention des ruraux pauvres (par. 184).

37. Les pays devraient entreprendre une étude plus approfondie des possibilités offertes par la Coopération technique entre pays en développement (CTPD) et faire appel à cet effet aux services du Centre de développement rural intégré pour l'Asie et le Pacifique (CIRDAP) (par. 185).

A l'attention de la FAO

38. La FAO devrait organiser, sous réserve de disposer des crédits nécessaires, deux consultations régionales: la première sur la liaison entre l'enseignement, la recherche et la vulgarisation agricoles, et la seconde sur la production de manuels (par. 177).

Représentation de la région au Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI)

A l'attention des gouvernements et/ou de la FAO et d'autres organisations internationales, le cas échéant

39. Reconnaissant le rôle joué par la FAO dans le renforcement de la communication entre les pays membres et le GCRAI, la Conférence a recommandé que les représentants de la région au GCRAI fassent partie de leur délégation nationale à la conférence régionale et soient invités à soumettre un rapport sur leurs activités au sein du GCRAI (par. 190).

40. Le mandat du représentant du Pakistan au GCRAI a été prolongé de deux ans; la Thaïlande a été élue pour représenter la région pendant la période 1984-88 (par. 192).

41. Les priorités ci-après se sont dégagées des délibérations de la Conférence:

- a) la recherche sur l'élevage et sur les cultures fruitières est en général négligée dans la région et le GCRAI, tout comme d'autres organismes internationaux compétents, devrait lui accorder l'attention voulue (par. 188).
- b) Une association régionale de recherche agricole devrait être créée avec un appui financier de la FAO; le coût de son parrainage devrait rester dans les limites des ressources dont dispose l'Organisation (par. 191).
- c) L'Institut international d'irrigation (IIMI) de Sri Lanka devrait accélérer l'exécution de ses plans visant à créer des centres de coopération pour la conduite des recherches et des expériences; un centre de ce type devrait être installé au Pakistan, car ce pays possède un vaste réseau d'irrigation et a une expérience dans ce domaine (par. 102).

Bilan de l'oeuvre accomplie par certaines commissions régionales de la FAO

A l'attention des gouvernements et de la FAO

42. Bien qu'aucun consensus ne se soit dégagé, il a été convenu que la question de la suppression de la Commission régionale sur la gestion des exploitations agricoles devrait être laissée en suspens. Le Secrétariat devrait s'efforcer d'en relancer les activités et, simultanément, les Etats Membres ont été instamment priés de s'y intéresser concrètement. Le Secrétariat devrait rendre compte à la dix-huitième session de la Conférence régionale de la FAO de l'ampleur de la participation à la prochaine réunion de la Commission (par. 196).

INTRODUCTION

1. La dix-septième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique a siégé à Islamabad (Pakistan) du 24 au 3 mai 1984.
2. Les Etats Membres ci-après ont participé à la Conférence: Australie, Bangladesh, Bhoutan, Birmanie, Chine, République de Corée, République populaire démocratique de Corée, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Indonésie, Japon, Laos, Malaisie, Népal, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande et Vanuatu.
3. Etaient en outre présents des observateurs des Pays-Bas, du Royaume-Uni et du Saint-Siège. Les Nations Unies et leurs institutions spécialisées ci-après étaient représentées par des observateurs: Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Programme alimentaire mondial, Programme des Nations Unies pour le développement, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, Organisation internationale du travail et Banque mondiale. Etaient également présents des observateurs des organisations intergouvernementales suivantes: Banque asiatique de développement, Organisation asiatique de productivité et Centre de développement rural intégré pour l'Asie et le Pacifique.
4. Les organisations non gouvernementales représentées étaient les suivantes: Coalition asiatique des ONG pour la réforme agraire et le développement rural, Alliance coopérative internationale, Conseil international des femmes et Fédération syndicale mondiale.
5. On trouvera à l'Annexe B la liste des participants et à l'Annexe C la liste des documents préparés par le Secrétariat qui ont été distribués à la Conférence.
6. Le Comité technique a élu à l'unanimité M. R.A. Akhund (Pakistan) aux fonctions de Président et MM. Kazi M. Badrudozza (Bangladesh), Douglas Malosu (Vanuatu) et Salmon Padmanagra (Indonésie) à celles de Vice-Présidents.
7. Monsieur Abu Bakar Bin Mahmoud (Malaisie) a été élu Président du Comité de rédaction. Les délégués des pays suivants ont été nommés au Comité: Australie, Chine, Inde, Japon, Pakistan et Sri Lanka.
8. Les membres d'autres délégations désirant apporter leur contribution au titre des diverses rubriques ont été cooptés.
9. Le Sous-Directeur général, Représentant régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique, a souhaité la bienvenue aux participants et aux observateurs présents au Comité technique. Il a remercié le Gouvernement du Pakistan de son hospitalité.
10. Avant de présenter l'ordre du jour du Comité, le Représentant régional a fait mention de l'accroissement de la production céréalière de la région, dont les progrès, a-t-il indiqué, soutiennent favorablement la comparaison avec ceux des autres régions.
11. Il a également expliqué qu'à la présente Conférence l'examen des activités et du programme de travail de la FAO ne figurait pas à l'ordre du jour du Comité technique et qu'il était suggéré d'y procéder directement en session plénière. Cela, pour deux raisons: en premier lieu, pour permettre au Comité de consacrer plus de temps aux questions essentiellement techniques; en second lieu, pour harmoniser la procédure de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique avec celle de la majorité des autres Conférences régionales.
12. Evoquant les questions inscrites à l'ordre du jour du Comité technique, le Représentant régional a souligné l'importance du point relatif aux sources renouvelables d'énergie rurale et il a invité à bien peser la suite à donner au plan d'action proposé dans le document du Secrétariat. En ce qui concerne le deuxième point technique, à savoir les politiques de fixation des prix agricoles qui, comme on le reconnaît de plus en plus, jouent un rôle essentiel dans la stratégie globale de développement de l'agriculture, il a fait ressortir la nécessité de dégager des conclusions claires pour mettre les pays

mieux en mesure de faire de ces politiques un solide instrument du développement. Pour ce qui est de la formation dans les domaines de l'agriculture et du développement rural, il a précisé que, pour assurer l'efficacité de la production alimentaire et agricole, il est impératif de former et de recycler les agriculteurs et les vulgarisateurs. Le Représentant régional a ensuite brièvement rappelé les autres points de l'ordre du jour intitulés: Commissions régionales de la FAO et Représentation de la région au GCRAI.

13. Le Comité a adopté l'ordre du jour à l'unanimité. Il a examiné les diverses questions de fond et il a rédigé un rapport de ses délibérations à l'intention de la Plénière.

14. La Conférence plénière a siégé du 29 avril au 3 mai 1984.

15. La cérémonie inaugurale de la Conférence s'est déroulée le 29 avril 1984. Monsieur Edouard Saouma, Directeur général de la FAO, a souhaité la bienvenue au Président du Pakistan, aux ministres, aux délégués, aux membres du corps diplomatique en poste au Pakistan et aux observateurs. En son propre nom, ainsi qu'en celui des délégués et de la FAO, il a remercié le Gouvernement du Pakistan de son hospitalité.

16. Le Ministre de l'alimentation, de l'agriculture et des coopératives du Gouvernement du Pakistan a souhaité la bienvenue aux délégués à la Conférence. Il a indiqué que, si la région Asie et Pacifique a réussi à accroître sa production de céréales d'un taux impressionnant de 3,5 pour cent, elle n'a cependant pas encore résolu le problème de la faim et de la malnutrition. Cette région est celle qui a la plus forte densité de population par unité de superficie cultivable et elle devra compter de plus en plus sur les petits agriculteurs pour assurer sa sécurité alimentaire. Il faudrait redoubler d'efforts pour accroître la productivité agricole et assurer que les effets bénéfiques du développement atteignent les couches les plus pauvres de la population. Le Ministre a exprimé l'espoir que la Conférence apporterait une importante contribution au développement agricole de la région.

17. Le Président Zia ul Haq a prononcé le discours d'ouverture. Il a souligné combien il importe d'éliminer la faim dans le monde et il a déploré que quatre facteurs principaux aient jusqu'ici empêché d'atteindre cet objectif. En premier lieu, si la production alimentaire a beaucoup progressé, la croissance démographique a néanmoins été plus rapide dans plusieurs pays, si bien que les importations alimentaires s'établissent maintenant à 100 millions de tonnes, contre 30 millions pendant les années soixante-dix. En deuxième lieu, l'aide extérieure à l'agriculture a diminué en valeur réelle. En troisième lieu, la part des pays en développement dans le commerce mondial des denrées alimentaires a fortement baissé et les termes de l'échange de leurs produits se sont beaucoup dégradés. En quatrième lieu, les efforts entrepris par les pays en développement pour améliorer les conditions de vie de leurs populations ont été handicapés par la récession mondiale et par les politiques protectionnistes adoptées par de nombreux pays développés.

18. Le Président a résumé le développement agricole du Pakistan. Alors qu'il y a sept ans, le pays importait du blé et se heurtait à divers problèmes logistiques pour alimenter sa population, à l'heure actuelle il est non seulement devenu autosuffisant en céréales vivrières, mais a aussi commencé d'accroître et de diversifier ses exportations de produits agricoles.

19. Le Président a fait l'éloge des agriculteurs, des techniciens, des chercheurs et des planificateurs du Pakistan qui ont notablement contribué à l'accroissement de la production alimentaire nationale. Il a également rendu hommage à la FAO qui a aidé le monde entier et plus particulièrement le Pakistan à améliorer la production alimentaire. Il a précisé que son pays a bénéficié de multiples manières des services pratiques fournis par la FAO.

20. Il a fait observer que le monde est entré dans une époque d'interdépendance et qu'aucun pays ne peut vivre indéfiniment isolé, dans le seul but d'assurer sa propre prospérité, sans se soucier du dénuement et de la pauvreté qui règnent ailleurs.

21. La misère, a-t-il déclaré, peut déborder les frontières géographiques et politiques. Elle peut être à l'origine d'une instabilité internationale.

22. Le Président a invité les pays de la région à collaborer dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture et dans d'autres domaines, et il a précisé que cette coopération devrait s'établir dans un climat de confiance mutuelle, de compréhension et de sympathie pour les problèmes des autres.

23. Il a fait observer que le Pakistan a la ferme volonté de promouvoir l'autosuffisance collective et il a plus particulièrement mentionné à ce sujet le programme régional de coopération en Asie du Sud, dans le cadre duquel le Pakistan et six autres pays se sont engagés dans une voie qui, espère-t-on, permettra de renforcer la coopération au profit de tous.

24. Le Président a souligné l'interdépendance croissante entre les pays et il a lancé un appel en faveur de l'autosuffisance collective. L'agriculture au sens le plus large, compte tenu des liaisons aval et amont peut en être le point de départ.

25. Il a indiqué qu'au Pakistan les populations locales participent actuellement au processus de croissance et de développement en élisant leurs propres représentants aux conseils locaux, tous les adultes ayant le droit de vote. On s'efforce aussi de plus en plus de faire participer les femmes au développement rural et à d'autres entreprises d'intérêt national en les formant à des activités génératrices de revenu, notamment dans le secteur agricole.

26. Le Président a rappelé le concept islamique du "Zakat" (impôt sur la fortune) et de l'"Ushr" (impôt sur la production agricole) - récemment mis en application au Pakistan - pour assurer la prospérité de la société et il a fait ressortir que les riches doivent partager ce qu'ils possèdent avec ceux qui n'ont jamais connu le bien-être.

27. Il a invité les pays prospères de la planète à coopérer matériellement et techniquement avec les pays moins favorisés en vue de réduire leurs souffrances. Il a également souligné que tout pays en mesure d'aider les autres, en particulier ses voisins, est tenu de le faire.

28. Pour conclure, le Président Zia ul Haq a exprimé l'espoir que la Conférence régionale formulerait des recommandations réalistes portant sur divers aspects de l'agriculture et revêtant une utilité pratique pour les pays de la région.

29. Le Directeur général de la FAO a remercié le Président du Pakistan de son allocution et il a exprimé l'espoir que la Conférence régionale aboutirait à des résultats concrets, dignes des espoirs qui ont été mis en elle.

30. Les délégués ont élu par acclamation Son Excellence le Vice-Amiral Mohammad Fazil Janjua, Ministre de l'alimentation, de l'agriculture et des coopératives du Gouvernement du Pakistan, aux fonctions de Président de la Conférence.

31. La Conférence a également élu tous les Ministres présents aux fonctions de Vice-Présidents.

32. La Conférence a adopté l'ordre du jour provisoire et le calendrier des activités préparés par le Secrétariat. L'ordre du jour qui a été adopté est reproduit à l'Annexe A au présent rapport.

33. La Conférence a pris note avec satisfaction du travail effectué par le Comité de rédaction du Comité technique et elle a décidé de lui confier également la préparation de son rapport.

ALLOCUTION D'OUVERTURE DU DIRECTEUR GENERAL

34. Le Directeur général a ensuite pris la parole devant les délégués. Il a fait observer que le Pakistan se trouve depuis longtemps en première ligne du développement agricole et qu'il a réussi à accroître sa production de céréales, notamment de blé, dans une mesure particulièrement impressionnante. Ces excellents résultats s'expliquent en premier lieu par l'esprit d'entreprise des agriculteurs pakistanais, mais ils sont également imputables aux politiques éclairées qui ont été adoptées par le gouvernement. Le Directeur général a remercié le Président du Pakistan d'avoir généreusement fait l'éloge de la FAO pour les encouragements qu'elle apporte au développement agricole de son pays.

35. Le Directeur général a rappelé le "Consensus de Jakarta sur le développement dans l'équité, la croissance et la stabilité" adopté à l'unanimité à la seizième Conférence régionale de la FAO, qui invitait les gouvernements à agir avec plus de décision qu'auparavant pour faciliter aux petits agriculteurs l'accès à la terre, à l'eau et aux autres biens de production, spécialement en entreprenant une réforme agraire. Les gouvernements et les particuliers étaient également invités à protéger la mince couche de sol superficiel fertile, ainsi qu'à préserver les processus écologiques indispensables à une production équilibrée.

36. Evoquant la question de savoir si la région progresse vers la réalisation des principaux objectifs du Consensus de Jakarta, le Directeur général a déclaré qu'une réponse affirmative ne peut que s'accompagner de nombreuses réserves.

37. Le Directeur général a fait observer que le commerce agricole mondial était entré dans sa crise la plus grave depuis plusieurs décennies. A la fin de 1982, les prix à l'exportation des produits agricoles des pays en développement étaient inférieurs de 20 pour cent en moyenne à ceux de l'année précédente. Pour assurer la prospérité future du commerce d'exportation de la région, il est essentiel que le redressement économique mondial détermine une reprise de la demande dans les pays importateurs. Les pays développés devraient desserrer l'étau du protectionnisme qui s'oppose au développement des exportations de matières premières agricoles transformées de la région, par exemple les textiles et les articles en cuir.

38. Les perspectives de l'aide à l'agriculture sont toujours loin d'être rassurantes. La situation des ressources de l'Association internationale de développement (IDA), qui a été l'un des principaux bailleurs d'aide à l'agriculture asiatique, est particulièrement inquiétante. La contraction des fonds de l'IDA, qui ont été ramenés à 9 milliards de dollars lors de la septième reconstitution de ses ressources, affectera certainement le développement agricole de la région et d'autres. Le contexte économique général reste donc difficile, même si le pire de la récession est passé.

39. Examinant l'évolution de l'agriculture dans la région, le Directeur général a indiqué qu'en 1983 la production céréalière a fait un bond en avant pour atteindre le record absolu de 715 millions de tonnes, soit une augmentation de pas moins de 10,5 pour cent par rapport à 1982. Quoique cette production ait accusé des fluctuations considérables d'une année à l'autre, son taux de croissance annuel composé au cours de la période 1973-83 a atteint 3,4 pour cent.

40. L'accroissement de la production a été entièrement imputable à une augmentation des rendements, car l'option traditionnelle consistant à mettre de nouvelles terres en culture est maintenant presque complètement barrée. La pression exercée sur la terre est confirmée par la diminution de la superficie cultivée par personne se livrant à l'agriculture, qui a été de 9 pour cent au cours de la dernière décennie.

41. Evoquant les problèmes persistants de la production agricole dans la région, le Directeur général a fait observer que les rendements céréaliers s'améliorent, mais qu'habituellement ils ne dépassent encore guère deux tonnes à l'hectare. Le niveau technologique reste très bas.

42. Une étude récente de la FAO sur la charge démographique potentielle des terres dans le monde entier a montré que sept pays de la région sont en danger. Dans les décennies à venir, ils ne seront pas en mesure de produire suffisamment de nourriture pour leurs populations toujours croissantes s'ils n'améliorent pas substantiellement leur niveau d'utilisation de facteurs de production.

43. Il faut également que les pays mettent sur pied des programmes efficaces de sécurité alimentaire et qu'ils se conforment rigoureusement à une approche comprenant l'ajustement des politiques de prix, des systèmes de distribution publique et, avant tout, des programmes de développement rural visant à accroître le revenu de la grande masse de la population.

44. Fondamentalement, il s'agit de combiner ces programmes, visant essentiellement à parvenir à l'équité, avec une action en vue de maintenir l'élan que la région a imprimé à grands efforts à sa production alimentaire.

45. La région se trouve en position relativement forte pour s'attaquer à fond aux problèmes et parvenir à la croissance dans l'équité. Les pays de la région d'Asie et Pacifique ont un certain nombre de perceptions communes en ce qui concerne: la sécurité de l'occupation des terres et autres mesures de réforme agraire; les ensembles de technologies adaptés aux besoins de l'agriculture intégrée, en particulier dans les hautes-terres et les zones semi-arides tropicales; enfin, la promotion du développement rural grâce à la participation populaire. Ils reconnaissent aussi de façon générale la nécessité permanente de réduire les pertes de produits alimentaires après la récolte.

46. De nombreux pays de la région s'efforcent aussi de mieux reconnaître et d'appuyer le rôle important joué par les femmes rurales dans le développement. La création de bureaux de la femme par de nombreux gouvernements et une étroite collaboration entre ces bureaux et les ministères respectifs peuvent aider à apporter les types de soutien nécessaires.

47. Le Directeur général a souligné que la coopération technique et économique entre pays en développement devrait jouer un rôle croissant. La promotion de la CEPD et de la CTPD est devenue l'un des éléments de base d'une gamme toujours plus large de programmes de la FAO. L'approche régionale ou sous-régionale peut être particulièrement fructueuse dans de nombreuses situations.

48. En ce qui concerne les programmes de la FAO dans la région, le Directeur général a indiqué que, les ressources de l'Organisation étant extrêmement limitées, elle concentrerait ses activités dans quatre domaines principaux: accroissement de la production alimentaire; renforcement de la sécurité alimentaire; maximisation des effets au niveau du terrain; renforcement de la coopération économique et technique entre pays en développement.

49. Il a conclu sa déclaration en réaffirmant que, dans la lutte pour le développement, la croissance peut et doit se faire dans l'équité. Le texte complet de la déclaration du Directeur général est reproduit à l'Annexe D.

PRINCIPAUX THEMES MIS EN RELIEF DANS LES EXPOSES NATIONAUX

50. Les délégués des pays suivants ont présenté des exposés nationaux: Australie, Bangladesh, Bhoutan, Birmanie, Chine, République populaire démocratique de Corée, Etats-Unis d'Amérique, Inde, Indonésie, Japon, Laos, Malaisie, Népal, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande et Vanuatu. Les thèmes essentiels de ces exposés sont brièvement indiqués ci-dessous.

Progrès de la production agricole

51. Dans quelques exposés nationaux, on a fait état de la croissance globale de la production agricole de la région d'Asie et Pacifique dont le taux de croissance annuel composé a atteint 3,4 pour cent au cours de la décennie 1973/83, mais, dans la plupart des cas, on a rendu compte des progrès accomplis au niveau national pendant ces dernières années.

52. La production de céréales vivrières du Bangladesh a atteint un niveau record de plus de 16 millions de tonnes en 1983, soit 1 million de tonnes de plus que l'année précédente. Le Royaume du Bhoutan, qui était traditionnellement autosuffisant dans le domaine alimentaire, est devenu déficitaire depuis quelques années. En Birmanie, la stratégie visant à accroître la production agricole au titre du "Whole Township High-Yielding Rice Production Programme" a été payante.

53. Malgré les conditions météorologiques défavorables en 1982, la Chine a rentré une récolte record et la production totale de céréales s'est établie à 353 millions de tonnes, soit 8,7 pour cent de plus qu'en 1981. La République populaire démocratique de Corée a porté une attention spéciale au développement de l'irrigation, à l'extension générale de la mécanisation et à l'utilisation optimale des engrais.

54. En Inde, la production de céréales vivrières a atteint le record absolu de 149,8 millions de tonnes en 1983, soit 16,5 millions de tonnes de plus que le précédent record

absolu de 133,3 millions de tonnes. En Indonésie, la production de riz a progressé au rythme annuel de 6,1 pour cent, avec des résultats exceptionnels pendant deux campagnes consécutives, 1979-80 et 1980/81, où elle a augmenté de respectivement 12,8 et 10,5 pour cent. Au Laos, la superficie totale consacrée à la riziculture a augmenté pour atteindre 12 000 hectares dans le cas de la culture irriguée et 450 000 hectares dans le cas de la culture en sec.

55. Au Pakistan, le taux de croissance de la production agricole a été de 4,4 pour cent au cours des six dernières années et il a dépassé le taux de croissance démographique de 1,5 pour cent par an. La production de blé, qui était de seulement 8,37 millions de tonnes en 1977/78, a augmenté de 48 pour cent, pour atteindre le niveau record de 12,41 millions de tonnes en 1982/83. Pour ce qui concerne Sri Lanka, il a été indiqué que le riz est cultivé sur 1,8 million de petites exploitations et occupe au total une superficie de 1,5 million d'hectares.

Stratégies de développement agricole

56. La plupart des exposés ont fait ressortir les stratégies adoptées au niveau national pour accélérer la production alimentaire et agricole. Le Bangladesh a mené une politique visant à combler l'écart entre le volume de la production et la demande effective; les interventions du gouvernement ont eu pour objet d'accroître le revenu des petits exploitants. Au Bhoutan, les principaux objectifs du plan 1982/83 étaient les suivants: i) parvenir à l'autosuffisance en ce qui concerne la production de céréales vivrières et la production animale; ii) accroître le revenu des agriculteurs en développant et diversifiant les cultures de rapport; iii) améliorer l'alimentation de la population grâce à un développement accéléré des cultures oléagineuses et maraîchères et de la production animale. La Birmanie s'est efforcée en priorité d'accroître la production de paddy et de relever les normes de qualité en suivant des stratégies telles que le "Whole Township High-Yielding Rice Production Programme".

57. En Chine, le gouvernement a poursuivi sa politique de "réajustement, restructuration, stabilisation et amélioration de l'économie". En République populaire démocratique de Corée, la stratégie de développement a mis l'accent sur l'irrigation, l'électrification et l'équipement agricole.

58. L'Inde a réussi à accroître sa production de céréales vivrières en veillant constamment à la planification et au développement de l'infrastructure, à la fourniture de facteurs de production au juste moment et à la recherche et à la vulgarisation, ainsi qu'en adoptant des politiques de soutien des prix et d'aide à la commercialisation. En Indonésie, les principaux objectifs du Quatrième plan (1984/89) en ce qui concerne le développement agricole sont les suivants: i) parvenir à l'autosuffisance dans le domaine alimentaire et relever les normes nutritionnelles; ii) promouvoir les exportations de produits agricoles pour assurer des recettes en devises étrangères; iii) accroître la productivité agricole et améliorer le revenu des agriculteurs et des pêcheurs; iv) créer des emplois; v) promouvoir le développement industriel pour assurer l'équilibre des structures économiques et la stabilité de l'environnement.

59. Le Laos s'est efforcé de développer la production alimentaire et agricole en vue de disposer chaque année, à partir de 1985, d'une réserve alimentaire minimale de six mois. En Malaisie, une politique agricole nationale a récemment été formulée. Elle vise à développer plus rationnellement l'agriculture nationale en planifiant conjointement la production alimentaire et la production agricole destinée à l'exportation. Au Népal, un système destiné à coordonner la formulation et l'exécution des programmes de développement agricole avec la mobilisation effective des compétences et des ressources locales a été mis en place en tant qu'élément d'une stratégie de décentralisation. Le Programme économique biennal vise plus spécialement à accroître la production des cultures vivrières et de rapport, ainsi que de fruits et légumes, la production de poisson et la production animale, outre qu'il s'efforce d'encourager d'autres activités agricoles axées sur l'emploi rural.

60. Le Pakistan a adopté une stratégie en cinq points pour assurer la participation des petits exploitants au développement agricole. Ses principaux éléments sont les suivants: i) amélioration des services de crédit agricole; ii) fourniture de petits tracteurs; iii) amélioration des services ruraux; iv) programmes spéciaux pour les barani (zones cultivées en sec); v) implantation de petites agro-industries dans les zones rurales.

Aux Philippines, le programme d'action 1983-87 pour l'agriculture vise à assurer l'auto-suffisance dans le domaine alimentaire, à réduire la pauvreté, à appuyer le développement économique et le développement des exportations, et à améliorer la situation socio-économique de la population, en particulier celle des agriculteurs. Il énonce des buts précis pour ce qui concerne le riz, le maïs, les produits de l'élevage, les cultures commerciales et les produits de la pêche, ainsi que pour la recherche et pour la substitution de productions locales aux importations.

61. La République de Corée a donné la priorité à la poursuite de l'aménagement hydraulique, à l'introduction de systèmes agronomiques intégrés pour diversifier les sources de revenu des agriculteurs et à la mise en oeuvre d'un nouveau plan de mobilisation de la jeunesse rurale. Sri Lanka a suivi une stratégie dont les points essentiels sont les suivants: développement des systèmes agronomiques intégrés; élaboration d'une politique appropriée de fixation des prix agricoles; mise en valeur systématique des terres; réaménagement du réseau d'irrigation; décentralisation au niveau des villages. La politique agricole de la Thaïlande a eu plus spécialement pour objet: i) d'accroître plus rapidement la productivité; de réduire les coûts de production et d'améliorer la qualité des produits agricoles; ii) de minimiser les risques de fluctuations des prix et des revenus; iii) de mieux utiliser les ressources en eau et de fournir des services techniques aux petits projets d'irrigation; iv) d'encourager la création de groupements et coopératives d'agriculteurs; v) de fournir des services et une assistance pour faciliter les investissements du secteur privé dans les agro-industries et la production d'inputs agricoles.

Politiques de fixation des prix agricoles

62. La plupart des pays se sont félicités que la FAO se propose d'entreprendre une étude des politiques de détermination des prix agricoles. Ils ont généralement souscrit au point de vue selon lequel les agriculteurs de nombreux pays en développement ont reçu des prix inférieurs aux cours mondiaux. On a fait observer que, si des prix à la production plus attrayants ne sont pas une panacée pour résoudre les problèmes de production, ils n'en sont pas moins un préalable indispensable de l'accroissement de la production agricole. Beaucoup de pays ont indiqué que les décisions relatives au soutien des prix sont au centre de leurs politiques.

63. Le Bangladesh a fait observer qu'il est indispensable de fixer les prix de soutien à un niveau satisfaisant pour permettre aux petits agriculteurs et aux agriculteurs marginaux d'obtenir un meilleur prix sortie d'exploitation, et pour permettre au gouvernement d'effectuer le volume désiré d'achats officiels, notamment de céréales vivrières, en vue de constituer les stocks régulateurs nécessaires et d'assurer la sécurité alimentaire. Les politiques de prix de l'Inde visent à protéger les intérêts des agriculteurs et à encourager l'accroissement de la production. L'Indonésie estime que la politique de fixation des prix agricoles est un instrument essentiel, qui a une influence considérable non seulement sur le développement agricole en tant que tel, mais aussi sur l'ensemble de l'économie nationale. Le Gouvernement de la République du Kenya a été d'avis que les politiques des prix agricoles sont d'une importance déterminante pour accroître la production et améliorer le revenu rural, ainsi que pour promouvoir le bien-être du consommateur. En vue d'accroître la production, le Népal a suivi une politique de fixation de prix minimaux pour les principales céréales vivrières et cultures de rapport.

64. Dans son exposé national, la Nouvelle-Zélande a précisé que son agriculture s'est orientée vers la production pour les marchés d'exportation; les prix obtenus déterminent la rentabilité des exploitations et conditionnent les modalités d'utilisation des terres. Au Pakistan, une Commission des prix agricoles a été créée; elle est principalement chargée de donner des avis au gouvernement sur des prix appropriés pour les principaux produits agricoles et pour les facteurs de production agricole tels qu'engrais, pesticides et semences.

65. De même que d'autres Etats insulaires, le Vanuatu a souffert de la concurrence sur le plan des prix, par suite de l'absence d'économies d'échelle et des coûts élevés dans le secteur de la production, ainsi qu'en raison des grandes distances qui le séparent des marchés. Il a instamment souhaité une stabilisation des prix des produits propre à assurer des perspectives d'exportation à long terme.

Recherche agricole et formation

66. Les gouvernements ont été unanimement favorables à l'intensification de la recherche et ils ont généralement été d'avis qu'une croissance soutenue de l'agriculture est impossible en l'absence de systèmes nationaux efficaces de recherche agricole. Les recherches devraient se concentrer dans des domaines prioritaires tels que les semences améliorées, la gestion des ressources en eau et l'utilisation des engrais. On a estimé qu'il faudrait faire un effort spécial pour promouvoir les essais multilocaux et la recherche multidisciplinaire. De nombreux gouvernements ont jugé hautement prioritaire le transfert des résultats de la recherche aux agriculteurs. Pour obtenir une amélioration durable de la production agricole, il faudrait que les introductions de variétés à haut rendement suivent constamment le progrès technique. On a souligné que les pays en développement de la région devraient mettre en commun les résultats de leurs recherches. On a noté que les pays de la région devraient s'efforcer de tirer un parti maximum du réseau d'instituts de recherche coiffé par le Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI), ainsi que d'utiliser pleinement les résultats des travaux de l'Institut international de recherches sur le riz et de l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides, qui se trouvent tous deux dans la région. Les gouvernements se sont unanimement déclarés préoccupés par la nécessité d'assurer un transfert plus efficace au niveau du terrain des technologies d'une valeur démontrée mises au point en nombre croissant par les instituts nationaux et internationaux de recherche agricole. Il faudra donc redoubler d'efforts pour développer les compétences professionnelles en dispensant une formation à divers niveaux et plus particulièrement aux agriculteurs, aux vulgarisateurs et aux techniciens.

67. Au Bangladesh, les activités de recherche jusqu'ici dispersées sont actuellement coordonnées sous l'égide du Conseil de la recherche agricole du Bangladesh (BARC). Presque tous les instituts originels de recherche sur les plantes cultivées, l'élevage, les forêts et les pêches font maintenant partie intégrante du Conseil ou lui sont affiliés. En Inde, 36 instituts centraux s'occupent de recherche fondamentale et appliquée aux niveaux national et régional. Pas moins de 23 facultés d'agriculture s'acquittent actuellement d'une triple tâche: recherche, enseignement et vulgarisation. En outre, 66 projets de recherches coordonnées pour l'ensemble de l'Inde entreprennent des essais multilocaux et des recherches multidisciplinaires.

68. En Indonésie, dans le cadre du Programme de formation de la jeunesse rurale au travail indépendant, 200 000 jeunes ruraux sont formés chaque année dans des domaines de compétences appropriées, pour leur permettre de travailler à leur compte. Ce programme a été entièrement raccordé au programme de développement rural intégré. En Malaisie, les activités de recherche agricole ont été intensifiées en vue de produire de nouvelles variétés à haut rendement plus résistantes aux ravageurs et aux maladies. La Malaisie a appuyé la proposition tendant à la création d'une association régionale de recherche agricole. Le Népal a indiqué que, dans son pays, la recherche, la vulgarisation et la formation agricoles sont rudimentaires et ne sont pas adaptées aux besoins. Il a souligné la nécessité de mettre au point des technologies agricoles d'un type aussi bien adapté que possible aux conditions de l'agriculture au Népal, par exemple à l'aridoculture.

69. Au Pakistan, le Conseil pakistanaï de la recherche agricole met en oeuvre une stratégie nationale cohérente de recherche agricole. Des initiatives concertées ont été prises en vue de mettre au point des variétés à haut rendement résistant aux maladies et répondant bien aux engrais. Les besoins des petits agriculteurs des zones cultivées en sec et des zones arides sont plus particulièrement pris en considération.

70. Les Etats-Unis d'Amérique ont souligné l'importance qu'ils attachent à la recherche agricole. Cela, en raison des enseignements qu'ils ont dégagés de leur propre expérience nationale: les recherches polyvalentes effectuées au cours du siècle dernier par les collègues agricoles ayant reçu des terres au titre du Land Grant Act sont l'un des principaux facteurs qui expliquent la modernisation, la productivité et la rentabilité de l'agriculture américaine.

71. On a reconnu qu'au Vanuatu la plupart des travaux agricoles incombent aux femmes. C'est pourquoi on les entraîne maintenant pour la première fois au rôle de vulgarisatrices.

Programmes à l'intention des ruraux pauvres

72. Un certain nombre d'exposés nationaux ont témoigné de l'intérêt spécial porté aux programmes de réforme agraire et de développement rural visant à faire disparaître la pauvreté rurale. Au Bangladesh, le gouvernement a reconnu que, fondamentalement, la question de la réforme agraire est une question de rapports entre la productivité et la production. Etant donné la prédominance des petites exploitations, aucune redistribution ultérieure des terres au titre d'une réforme agraire n'est jugée possible. La Chine a évoqué le problème des petits agriculteurs dans la plupart des pays de la région. On a souligné qu'il faudrait entreprendre des réformes agraires adaptées aux conditions de chaque pays en vue d'encourager le développement intégré de l'agriculture, des forêts, de l'élevage et des pêches. En Inde, l'un des principaux objectifs des plans quinquennaux est de réduire la pauvreté. Le plus important des programmes d'amélioration du revenu est le Programme de développement rural intégré qui est mis en oeuvre dans la totalité du pays. En vue de créer des emplois rémunérés, on a lancé l'année dernière un programme de garantie de l'emploi à l'intention des travailleurs ruraux sans terre, en sus du programme national d'emploi rural.

73. En Indonésie, le gouvernement a donné une haute priorité aux groupes les plus défavorisés économiquement de la communauté rurale. Les diverses mesures qui ont été prises intéressent la mise en place de programmes de crédit, la création d'emplois dans le secteur agricole et autres, la facilitation de l'accès aux ressources en terre et en eau grâce à des programmes de transmigration, la mise en place de programmes de défrichage des terres et de petits programmes d'irrigation, la meilleure accessibilité des facteurs de production et des services gouvernementaux, et l'amélioration de l'administration des villages et des institutions sociales.

74. Au Népal, des programmes de développement rural intégrés ont été lancés avec l'aide de divers organismes internationaux. Le gouvernement a décidé une expansion massive de ces programmes. Le Pakistan a indiqué que, dans ses programmes de recherche, une attention spéciale est portée aux besoins des petits agriculteurs dans les zones cultivées en sec et les zones arides.

75. Les Philippines ont indiqué qu'elles continuent à asseoir les bases d'un système d'alimentation et d'agriculture plus productif et plus équitable, par le moyen de la réforme agraire et du développement rural. La République de Corée s'est déclarée satisfaite des progrès accomplis grâce aux activités entreprises pour donner suite à la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural (CMRADR). Sri Lanka a fait part des bons résultats obtenus en matière de transfert de technologies aux petits agriculteurs dans le but d'accroître la production.

RESUME DE LA DECLARATION DU DIRECTEUR GENERAL A LA FIN DU DEBAT GENERAL

76. Le Directeur général a remercié le Président du Pakistan d'avoir fait l'éloge du travail accompli par la FAO. Il l'a également remercié d'avoir rendu hommage au Bureau régional pour les tâches dont il s'est acquitté en collaboration avec les représentants de la FAO.

77. Il a noté que les exposés nationaux sur les progrès accomplis et les problèmes rencontrés dans le secteur agricole étaient exhaustifs et riches de renseignements. Il a en outre indiqué que les suggestions constructives qui avaient été formulées permettraient à la FAO de mieux focaliser les programmes qu'elle entreprend dans la région Asie et Pacifique.

78. Il a signalé que l'étude FAO sur la charge démographique potentielle des terres dans le monde entier fournissait les méthodologies scientifiques nécessaires pour les études au niveau national. Trois pays de la région ont déjà entrepris de poursuivre les travaux sur cette base. La FAO répondra aux demandes d'autres pays en fonction des crédits disponibles.

79. Le Directeur général a rappelé que la disparition progressive de la précieuse couche de sol superficiel représente à longue échéance une grave menace pour la sécurité alimentaire. A ce propos, il s'est félicité de l'aide fournie par le Japon à des projets régionaux

dans le cadre de l'enquête spéciale sur la protection des terres arables et des ressources forestières tropicales, ainsi que du soutien apporté aux activités de la Commission régionale de la sécurité alimentaire récemment créée et du Centre de développement rural intégré pour l'Asie et le Pacifique.

80. En ce qui concerne la coopération avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), le Directeur général a rappelé la déclaration qu'il avait faite conjointement avec le Secrétaire exécutif de la CESAP en mai 1983, dans laquelle le caractère mondial du mandat de la FAO en tant qu'organisme spécialisé pour l'alimentation et l'agriculture à l'intérieur du Système des Nations Unies était reconnu, et la CESAP était convenue de compléter l'action menée par la FAO en contribuant à l'étude des aspects économiques et sociaux de certains problèmes.

81. Le Directeur général a pris acte que, ces dernières années, la production alimentaire de plusieurs pays de la région a réalisé des progrès impressionnants. Pour ce qui est des préoccupations exprimées au sujet des effets sur l'environnement de l'accroissement de la production alimentaire et agricole de la région, il a indiqué que la FAO s'y intéresse de plus en plus près et qu'elle porte une attention particulière aux modalités d'utilisation des pesticides. Il a noté que la question de l'utilisation sans danger des pesticides et de l'incidence de ces produits sur l'environnement doit être examinée à la prochaine session de la Commission phytosanitaire pour l'Asie et le Pacifique.

82. Evoquant les problèmes auxquels se heurtent les pays sans littoral et les pays les moins développés de la région qui souhaitent accroître leur production agricole, le Directeur général a fait observer que la FAO a déjà fourni une assistance notable au Bhoutan et au Népal. Il a partagé les préoccupations exprimées par certains délégués au sujet de l'aide spéciale à apporter aux pays insulaires du Pacifique et il a fait état de plusieurs initiatives qui ont été prises par la FAO dans ce but.

83. Le Directeur général a pris note avec satisfaction des nombreuses suggestions constructives qui ont été faites par les délégués en vue de promouvoir la recherche et la formation dans le domaine agricole. Il s'est particulièrement félicité de l'action passée et présente des Etats-Unis d'Amérique en ce qui concerne la mise en commun des résultats de la recherche agricole et la création d'institutions.

84. Le Directeur général a souligné que la FAO procède en permanence à une révision progressive de ses programmes et activités. Le programme de travail et budget de l'Organisation est établi tous les deux ans en fonction des priorités et besoins des Etats Membres et des moyens dont dispose l'Organisation pour y répondre efficacement et économiquement. Les priorités sont indiquées par l'intermédiaire de la Conférence et du Conseil et elles ressortent également des recommandations des groupes intergouvernementaux, notamment les Conférences régionales, les comités du Conseil, le Comité du Programme, les organismes techniques de la FAO et, ce qui n'est pas le moins important, de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil économique et social (ECOSOC). L'examen et l'évaluation détaillés de toutes les principales activités sont un élément essentiel du processus de gestion de la FAO.

85. Le Directeur général a conclu en notant qu'il examinerait attentivement les recommandations finales de la Conférence et ferait en sorte qu'elles soient transmises aux organes directeurs appropriés de l'Organisation.

DECLARATIONS DES REPRESENTANTS DES NATIONS UNIES ET D'AUTRES ORGANISATIONS

86. Le Directeur du Centre de développement rural intégré pour l'Asie et le Pacifique (CIRDAP) a indiqué que l'action du CIRDAP repose sur l'entretien d'une liaison avec de nombreuses institutions nationales par l'intermédiaire d'une institution spécialement désignée dans chaque pays membre. Le Centre prend contact avec les dirigeants nationaux par l'entremise d'un ministère chargé de la liaison dans chaque pays. Grâce aux relations qu'elles entretiennent avec le CIRDAP, les institutions qui s'occupent de promouvoir d'une manière cohérente tous les aspects du développement rural sont conscientes de la nécessité permanente de développer leurs moyens de recherche, d'accroître leurs capacités en formant des moniteurs, et de faciliter les échanges d'idées et de données d'expérience entre les agents d'exécution du développement rural. Le CIRDAP a servi de catalyseur pour la mise

en application des idées et des recommandations de nombreuses institutions des Nations Unies, en particulier la FAO. Tout en exprimant sa gratitude aux divers donateurs pour leur soutien financier, le Directeur du CIRDAP a appelé les Etats Membres à manifester plus d'intérêt pour le travail de l'Organisation, à l'appuyer et à y prendre activement part. Il a invité les pays membres en développement qui ne le sont pas encore à devenir membres du CIRDAP, de même que les pays développés de la région tels que l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la République de Corée.

87. Le représentant de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique a souligné que, dans de nombreux pays de la région, il n'y a guère de nouvelles terres laboureables à consacrer à la production agricole pour nourrir une population croissante. Etant donné cette pression démographique sur des ressources en terre limitées, la CESAP a approuvé la stratégie d'intensification de la production alimentaire et agricole. Pour la mettre en oeuvre, il serait nécessaire de promouvoir des politiques nationales rationnelles en ce qui concerne les prix du marché et les incitations à la production et aux investissements; il faudrait également s'assurer la participation des petits agriculteurs et améliorer la commercialisation; mettre sur pied des systèmes efficaces d'entreposage, de transformation et de distribution des inputs et outputs agricoles, etc. La CESAP a accueilli avec satisfaction la déclaration conjointe du Directeur général de la FAO et du Secrétaire exécutif de la CESAP faisant ressortir l'importance d'une étroite coordination entre les activités des organismes du Système des Nations Unies et elle a exprimé son soutien aux dispositions prises par la CESAP et par la FAO pour harmoniser leurs programmes de travail respectifs. Le représentant de la Commission a donné plusieurs exemples de l'excellente coopération entre la CESAP et la FAO, et il a précisé que l'on assure de plus en plus la complémentarité des programmes de travail de ces deux organismes des Nations Unies, la FAO s'acquittant de son mandat à l'échelle mondiale dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture et la CESAP - qui a un caractère multidisciplinaire et un mandat régional - se concentrant sur les aspects économiques et sociaux de certaines questions alimentaires et agricoles, de manière à compléter les activités de la FAO. L'un des mécanismes utilisés pour cette harmonisation est l'examen annuel conjoint des programmes de travail de la CESAP et de la FAO dans les domaines de l'alimentation, de l'agriculture et du développement rural. La liaison entre les deux organisations est également entretenue sur une base ad hoc pour assurer la complémentarité de leurs activités.

88. Le représentant de l'Organisation internationale du travail (OIT) a indiqué que l'OIT s'intéresse à la question de l'alimentation et à celle de l'emploi parce que la situation nutritionnelle des travailleurs et de leurs familles a des conséquences économiques et sociales évidentes et parce qu'il existe une nette corrélation entre le chômage, la faible productivité et la pauvreté d'une part, et la faim et la malnutrition de l'autre. Pour atteindre l'objectif commun de soulager la faim, l'OIT se tient prête à apporter une aide aux pays en développement de l'Asie et du Pacifique dans les domaines suivants: (i) examen des stratégies alimentaires, notamment pour ce qui concerne les enquêtes sur les besoins fondamentaux, les programmes visant à réduire la pauvreté, la promotion de l'emploi et la répartition du revenu, les travaux d'infrastructure à fort coefficient de main-d'oeuvre; (ii) organisation et gestion des coopératives; (iii) élaboration d'un programme de formation professionnelle et de formation d'administrateurs pour favoriser l'emploi et l'efficacité; (iv) promotion de programmes générateurs de revenu à l'intention des femmes, en particulier dans les zones rurales; (v) organisation de cours de formation à la gestion de l'énergie, notamment pour ce qui concerne les nouvelles sources d'énergie.

89. Le représentant du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a noté que l'économie des pays de la région continue de reposer sur l'agriculture et que l'action nationale et internationale doit donc viser ce secteur en priorité. C'est pour cette raison que le PNUD consacre plus spécialement les ressources dont il dispose au financement de projets de coopération technique dans le secteur agricole. Selon les chiffres les plus récents pour les projets financés par le PNUD et exécutés par la FAO dans la région Asie et Pacifique, la valeur totale de ces projets s'établit à plus de 250 millions de dollars E.-U. Ils comprennent 23 projets régionaux et quelque 240 projets nationaux. Le PNUD considère la FAO comme un partenaire très important de ses activités de coopération technique dans les pays membres. Les ressources financières du PNUD restent encore très insuffisantes et il continue de rechercher activement divers moyens de les accroître et d'utiliser de façon novatrice les ressources mises à sa disposition. La deuxième réunion des coordonnateurs du développement pour la région Asie et Pacifique (MAC II) est en train de procéder à une évaluation à mi-parcours du troisième cycle de programmation régionale du PNUD qui a été

approuvé par le Conseil d'administration en juin 1981 et qui reflète en gros les priorités adoptées par la quinzième Conférence régionale de la FAO pour ce qui concerne les programmes intéressant les sous-secteurs de l'agriculture, des forêts et des pêches.

90. Le représentant de la Fédération syndicale mondiale (FSM) a fait observer que les données statistiques et l'expérience montrent que les économies à base agricole, fondées sur l'exportation de produits primaires sont toujours restées sous-développées. Des réformes agraires radicales et des programmes de développement rural bien formulés pourraient être et sont les préalables indispensables d'un développement économique équilibré axé sur l'expansion du marché intérieur et la pleine utilisation des ressources humaines, de manière à réduire l'écrasant problème du chômage et du sous-emploi dans les pays en développement. Il faudrait insister sur la nécessité de faire participer les travailleurs ruraux et leurs organisations à la planification du développement pour parvenir à l'auto-suffisance dans le domaine alimentaire. Cela, pour faire en sorte que les bénéfices du développement soient équitablement répartis et que la plus haute priorité soit donnée à la lutte contre la pauvreté rurale et contre la faim dans la région. Dans ces pays, il faudrait promouvoir l'éducation des femmes rurales et encourager la protection de leurs droits dans le but d'améliorer leur revenu et leur capacité de gain. Pour favoriser le bien-être de la population rurale et éliminer la pauvreté et autres problèmes connexes, il importe de: prendre rapidement des mesures concrètes pour éviter les relations de type féodal; encourager les coopératives et leur apporter une aide consultative technique et scientifique; faire en sorte que les petits agriculteurs puissent bénéficier de prêts à long terme ne portant pas d'intérêt; enfin, permettre aux travailleurs agricoles et aux petits exploitants de former leurs propres syndicats. Une attention spéciale devrait être portée à la formation des travailleurs ruraux, afin d'accroître leur capacité de production et de relever leur niveau de vie. Pour trouver les ressources nécessaires au développement rural et au succès de la lutte contre la faim et la pauvreté, une grande partie de l'opinion publique mondiale demande instamment qu'il soit mis fin à la course aux armements, que les dépenses militaires soient réduites et que les énormes ressources ainsi englouties soient utilisées pour répondre à des besoins civils urgents.

ACTIVITES DE LA FAO DANS LA REGION EN 1982-83 ET PROGRAMME DE TRAVAIL
ET BUDGET POUR 1984-85

91. Le Sous-Directeur général, Représentant régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique, a présenté ces points. Il a indiqué qu'au cours de la période biennale le Vanuatu est devenu membre de la FAO, et un nouveau Bureau de la FAO a été ouvert en Chine. Un autre fait nouveau important en 1982-83 a été la création de la Commission régionale pour la sécurité alimentaire en Asie et dans le Pacifique. Seize pays de la région y ont déjà adhéré et elle a tenu sa première réunion au Bureau régional de la FAO à Bangkok, en août 1983. A noter également la création, sous les auspices de la FAO, de l'Association des organismes de commercialisation des produits alimentaires en Asie et dans le Pacifique.

92. Passant en revue les activités entreprises au titre du programme de terrain, le Représentant régional a indiqué que, pendant la période biennale 1982-83, la FAO a exécuté 537 projets dans la région, dont 41 projets multinationaux et 496 projets par pays.

93. Des compétences professionnelles ont été mobilisées dans le monde entier pour la mise en oeuvre de ces projets. La FAO a détaché à ce titre pas moins de 935 experts qualifiés, appartenant à 65 pays du monde, pour aider les pays de la région dans la conduite des activités.

94. Le Représentant régional a indiqué que le Bureau régional de la FAO doit s'acquitter de sept fonctions: (i) surveiller les principaux faits nouveaux et tendances dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture; (ii) promouvoir la CTPD et les échanges d'informations; (iii) fournir des services de secrétariat aux Commissions régionales de la FAO et à la Conférence régionale de l'Organisation; (iv) assurer la liaison avec les organismes régionaux et la représentation de la FAO auprès d'eux; (v) apporter un soutien technique aux bureaux/activités dans les pays; (vi) participer aux projets régionaux exécutés par la FAO; (vii) superviser les activités des divisions mixtes de l'agriculture des Commission économiques et sociales des Nations Unies.

95. Le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique ne s'acquitte pas en fait de la septième fonction, car il n'existe pas de Division mixte FAO/CESAP. Pour ce qui est des

six premières, ses activités en 1982-83 ont été d'une ampleur considérable et il a envoyé chacune de ces deux années près de 100 missions techniques dans divers pays de la région. Le Bureau régional a encouragé la CTPD et les échanges d'informations en organisant des voyages d'étude et des programmes de formation, ainsi qu'en établissant des dossiers des bons résultats obtenus par divers pays dans des domaines tels que la gestion des eaux, l'aquaculture, la foresterie sociale, etc. Il a analysé les principales tendances observables dans la région dans certains secteurs tels que la production céréalière, l'aquaculture, la consommation d'engrais, etc. Il a également publié une importante monographie intitulée "Quelques indicateurs du développement agricole dans la région Asie et Pacifique". Vingt-huit des 41 projets exécutés par la FAO ont été suggérés ou identifiés par le Bureau régional et il s'est directement occupé de la mise en oeuvre de 4 d'entre eux.

96. Le Représentant régional a ensuite fait le point des activités entreprises au titre du Programme ordinaire dans les dix domaines prévus au Programme de travail et budget de la FAO, à savoir: ressources naturelles, cultures; élevage; développement de la recherche et de la technologie; développement rural; nutrition; information et analyse en matière d'alimentation et d'agriculture; politiques alimentaires et agricoles; pêches; forêts.

97. En ce qui concerne le programme de travail de la FAO dans la région pour la période biennale 1984-85, le Représentant régional a précisé que le budget de l'Organisation avait été approuvé par la Conférence de la FAO à sa vingt-deuxième session, en novembre 1983. Les activités prévues à ce titre sont financées par le budget ordinaire et par des ressources extrabudgétaires provenant du PNUD et de fonds fiduciaires. Les ressources sont principalement allouées aux programmes techniques et économiques (environ 79 pour cent), au Programme de coopération technique (8 pour cent) et aux programmes de soutien du développement (12 pour cent). Le programme de la FAO dans la région est surtout orienté vers l'accroissement du degré d'autosuffisance des Etats Membres, la création et le renforcement d'institutions nationales, sous-régionales et régionales, et la promotion et le soutien des activités de coopération technique et de coopération économique entre pays en développement (CTPD et CEPD).

98. La Conférence a félicité le Secrétariat de la FAO de l'examen complet et instructif des activités de l'Organisation dans la région et du Programme de travail pour 1984-85 contenu dans les documents APRC/84/2 et APRC/84/3, ainsi que de sa présentation lucide, claire et détaillée.

99. La Conférence a souscrit au programme de travail de la FAO et elle a notamment approuvé la large place faite aux programmes techniques et économiques à qui sont alloués 79 pour cent des ressources du programme ordinaire. Elle a généralement entériné les activités exposées en détail dans les documents du Secrétariat.

100. Quelques membres ont exprimé le désir qu'une évaluation des programmes de la FAO soit présentée à la Conférence. La Conférence a été informée par le Secrétariat que l'évaluation n'est pas une mesure de circonstance, mais un processus permanent et institutionnalisé au sein de la FAO. Ses résultats font l'objet d'un examen approfondi par le Comité du Programme et le Comité financier, et par le Conseil et la Conférence de la FAO.

101. La Conférence a souligné qu'il importe d'utiliser efficacement les ressources en eau et en engrais pour optimiser la production agricole. Elle recommande que la FAO constitue un dossier des bons résultats obtenus dans la région et en assure une large diffusion. La Conférence a instamment prié les Etats Membres d'intensifier les recherches sur la gestion des eaux et l'utilisation des engrais.

102. La Conférence a noté que la recherche sur la gestion des eaux est un domaine prioritaire et elle a souligné l'importance que revêt l'Institut international d'irrigation (IIMI) pour la région. Elle a suggéré que l'IIMI devrait accélérer l'exécution de ses plans visant à créer des centres de coopération pour la conduite des recherches et des expériences. La Conférence recommande qu'un centre de ce type soit installé au Pakistan, car ce pays possède un vaste réseau d'irrigation et il a une expérience dans ce domaine.

103. La Conférence a pris acte qu'il serait nécessaire d'accroître judicieusement l'intensité de l'exploitation dans plusieurs pays de la région. A cet effet, il est recommandé que la FAO aide éventuellement certains pays à entreprendre des études au

niveau micro sur le potentiel agro-écologique, en vue de mettre au point des systèmes de culture appropriés et rentables qui permettront d'exploiter pleinement et rationnellement la capacité de production des ressources en terre et autres ressources.

104. La Conférence a noté l'intérêt manifesté par quelques pays membres pour le potentiel du soja et elle a suggéré que la FAO les aide à en intensifier la production et l'utilisation.

105. La Conférence a noté que les fruits et légumes (légumes secs) jouent un rôle important dans la nutrition et que leur culture est une source additionnelle de revenu et d'emploi. La diminution de la productivité de quelques cultures fruitières importantes a suscité des préoccupations. La Conférence recommande que les gouvernements s'intéressent de plus près à l'amélioration de la production, de l'utilisation et de la commercialisation des fruits et légumes. Elle recommande également que, sous réserve de trouver les fonds nécessaires, la FAO aide les Etats Membres à mettre sur pied un projet régional en vue d'échanger des données d'expérience et des matériels de plantation, et d'améliorer la conduite des pépinières et produire des semences maraîchères de qualité.

106. La Conférence a noté avec préoccupation que l'on fait un usage inconsidéré de pesticides dangereux et elle a invité à prendre des mesures efficaces pour lutter contre la pollution et éliminer les risques liés à la manutention des pesticides.

107. La Conférence s'est félicitée des efforts actuels de la FAO pour promouvoir une utilisation judicieuse et sans danger des pesticides. Elle recommande à l'Organisation de continuer à encourager la lutte intégrée contre les ravageurs et d'intensifier ses activités dans ce domaine.

108. La Conférence a noté que l'assurance-récolte est prise en considération dans le programme de travail de la FAO et elle a exprimé le désir qu'une large place soit faite à cette question.

109. La Conférence a noté l'importance que revêt pour la région l'utilisation des eaux salées et saumâtres. Elle recommande à la FAO d'intensifier ses activités de recherche-développement à l'appui des efforts entrepris dans ce domaine, en particulier pour mettre au point des variétés de plantes cultivées tolérantes au sel.

110. La Conférence a fait ressortir l'importance des activités menées par la FAO pour promouvoir la coopération technique entre les Etats Membres dans les secteurs de la transformation et de la commercialisation, principalement au bénéfice des ruraux pauvres.

111. La Conférence a souligné l'intérêt des études envisagées par la FAO sur le subventionnement des facteurs et elle a instamment demandé qu'il y soit procédé rapidement.

112. La Conférence a pris acte que certains pays insulaires du Pacifique tentent actuellement d'introduire la riziculture à l'échelle pilote et elle a instamment prié la FAO de leur apporter une aide convenable au stade approprié pour les soutenir dans leurs efforts.

113. La Conférence a reconnu l'importance des mesures de protection des plantes et de contrôle phytosanitaire pour les Etats insulaires du Pacifique. Tout en félicitant la FAO de ses activités présentes dans ce domaine, elle a souligné qu'il faudrait les intensifier dans les pays insulaires.

114. Etant donné que la sous-région du Pacifique justifie une attention spéciale, la Conférence a proposé que les informations relatives aux pays du Pacifique soient présentées séparément dans les comptes rendus des activités de la FAO.

115. La Conférence a pris note des suggestions faites par certains Etats Membres au sujet des recherches intéressant les cultures de tissus et les semences hybrides, et elle a demandé à la FAO d'appuyer plus vigoureusement leurs activités dans ces domaines.

116. Reconnaissant l'importance du buffle comme source d'énergie agricole, de lait et de viande, la Conférence recommande la création d'un centre régional de recherches coordonnées sur le buffle (notamment sur la nutrition, la reproduction et les régimes alimentaires économiques). La FAO a été priée de formuler un projet et de rechercher une aide financière pour le mettre en oeuvre.

117. La Conférence a vivement approuvé l'approche CTPD adoptée par la FAO pour promouvoir les échanges de connaissances techniques, d'informations et de données d'expérience entre les pays de la région. Elle recommande que les activités au titre de la CTPD soient élargies et intensifiées. La Conférence a instamment prié les organismes donateurs internationaux d'accroître leur soutien financier aux programmes de CTPD.

118. Quelques pays ont souligné la nécessité d'une coopération interinstitutions au niveau régional, plus particulièrement entre la FAO et la CESAP. Le Secrétariat a attiré l'attention de la Conférence sur la déclaration conjointe du Directeur général de la FAO et du Secrétaire exécutif de la CESAP, qui définit les domaines de responsabilité des deux organisations et les modalités de leur coopération.

119. Quelques membres ont demandé que le mandat du Bureau régional de la FAO (RAPA) soit défini et qu'il soit rendu compte en détail à la Conférence de ses activités. Le Secrétariat a fait ressortir que les fonctions du Bureau régional ont déjà été définies par le Conseil et il a indiqué que l'on s'efforcerait de présenter un compte rendu distinct de ses travaux dans la monographie sur les activités de la FAO dans la région Asie-Pacifique.

120. La Conférence a tenu à bien marquer sa satisfaction du concours essentiel qu'apporte le Bureau régional aux activités entreprises par les Etats Membres aux niveaux régional, sous-régional et national. Elle a estimé que le personnel du Bureau rend des services de haute qualité aux Etats Membres et aux divers organismes régionaux dont ils font partie. Ces services sont le complément indispensable de ceux rendus par le Siège et par les représentants de la FAO qui jouent également un rôle d'une importance primordiale dans la région.

RAPPORT DU COMITE TECHNIQUE

121. La Conférence a examiné le rapport du Comité technique. En ce qui concerne l'ordre du jour du Comité, quelques délégués ont indiqué que, quelles que soient les procédures adoptées dans d'autres régions, ils préféreraient nettement en revenir aux sessions futures à l'usage antérieur dans la région Asie et Pacifique, qui était d'examiner les activités et le programme de travail de la FAO au Comité technique. Toutefois, la grande majorité des délégués ont été d'avis que ces deux points devraient continuer de figurer directement à l'ordre du jour de la session plénière, étant donné qu'ils n'ont pas nécessairement un caractère technique. La Conférence s'est généralement accordée à reconnaître qu'il faudrait continuer d'examiner directement en plénière aux Conférences futures les points de l'ordre du jour consacrés aux activités et au programme de travail de la FAO et qu'il faudrait prévoir le temps nécessaire pour une analyse approfondie.

Plan d'action pour la mise en valeur des sources renouvelables d'énergie rurale

122. Le spécialiste régional de l'économie forestière a présenté ce point de l'ordre du jour. Il a rappelé que le document contenant les principaux éléments d'un plan d'action, qui a été préparé par le Secrétariat pour donner suite à la recommandation de la seizième Conférence régionale de la FAO (Jakarta, 1982), porte sur les sources d'énergies renouvelables qui présentent un intérêt particulier pour les populations rurales de la région. Ce sont: le bois de feu; le biogaz; le gaz de gazogène; la biofertilisation; la traction animale; l'énergie éolienne, hydraulique et solaire. La région Asie et Pacifique est de loin la plus grosse consommatrice de bois de feu. Sa part dans la consommation mondiale est de 48 pour cent et environ 1 500 millions de personnes dépendent du bois de feu ou du charbon de bois pour leurs besoins quotidiens de cuisson et de chauffage. Au cours des années, les sources traditionnelles de bois de feu se sont fortement taries. Pour des millions de ruraux pauvres, l'amenuisement constant des ressources en bois de feu est une source de difficultés croissantes.

123. Le spécialiste régional a indiqué que tout plan d'action national devrait avoir pour objectif principal d'accroître régulièrement la production de bois de feu et d'assurer son utilisation plus efficace. Cet objectif peut être atteint par un plan centré principalement sur: l'accroissement de la productivité des ressources existantes en bois de feu; la création de nouvelles sources de bois de feu; l'amélioration de la distribution du bois de feu; l'amélioration des techniques de conversion; l'introduction de poêles à bois améliorés.

124. En ce qui concerne l'état actuel de la production de biogaz et les perspectives ouvertes par le biogaz, il a fait observer que les déchets organiques des animaux et des êtres humains en Asie peuvent assurer une production suffisante pour fournir à 166 millions de personnes l'énergie dont elles ont besoin pour la cuisson. Il importe de renforcer encore les programmes en faveur du biogaz, spécialement dans les domaines suivants:

i) normalisation de la collecte des données; ii) optimisation des modèles et de leur efficacité; iii) études sur la fermentation des déchets autres que les déjections animales; iv) prétraitement des matières premières; v) fermentation sèche; vi) matériaux de construction bon marché.

125. En ce qui concerne les techniques de production de gaz de gazogène, le spécialiste régional a précisé que, comme le document reconnaît que la balle de riz est un résidu agricole important qui pourrait être utilisé dans la région pour la gazéification, le plan d'action devrait prévoir la formulation d'un programme de développement de grande envergure portant sur des points tels que la conduite d'activités de recherche-développement en vue de mettre au point des systèmes appropriés de gazéification de la balle de riz; l'installation d'unités pilotes de capacités diverses; la formation en matière de fabrication, d'installation et de fonctionnement des gazogènes; enfin, la documentation technique.

126. Les biofertilisants qui fixent l'azote atmosphérique par symbiose sont un complément important des engrais chimiques, mais les possibilités offertes par la biofertilisation restent très sous-exploitées. Les gouvernements devraient considérer les biofertilisants comme une composante importante des politiques nationales de fertilisation et fournir l'infrastructure nécessaire pour les travaux de développement et de recherche à ce sujet. Pour ce qui est des animaux de trait, environ 80 à 95 pour cent des agriculteurs de la région dépendent de la traction manuelle ou animale pour les travaux agricoles. Les pays devraient établir individuellement des plans d'action détaillés, conçus en fonction des conditions de milieu particulières, dans les domaines de la sélection, de l'alimentation, de la santé animale, des instruments aratoires et du harnachement. L'utilisation de l'énergie éolienne, spécialement pour l'irrigation, gagne du terrain dans de nombreux pays de la région. Divers types de pompes actionnées par l'énergie hydraulique sont fabriquées et utilisées sur une petite échelle dans certains pays de la région. On est en train de mettre au point des techniques d'utilisation de l'énergie solaire pour un large éventail d'activités comme le pompage de l'eau, le séchage, la cuisson, l'approvisionnement en eau chaude, la distribution de l'eau et la réfrigération.

127. La Conférence a examiné les divers éléments du plan d'action pour la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables dans la région Asie et Pacifique proposé dans le document du Secrétariat APRC/84/6 et elle a constaté qu'ils fournissent un cadre utile que pourront examiner les pays de la région. En conséquence, la Conférence recommande que chacun d'eux en prenne connaissance et établisse un plan d'action national visant spécifiquement à augmenter les ressources en énergie rurale grâce à la mise au point de combinaisons appropriées d'énergie tenant compte de tous les besoins des zones en cause et conçues en fonction du lieu particulier, ainsi que des possibilités de substitution et de la complémentarité entre différentes sources d'énergie. Un tel plan de valorisation de l'énergie rurale devrait être intégré dans les plans de développement agricole et rural, et étroitement raccordé aux politiques nationales en matière d'énergie et de développement.

128. La Conférence fait observer que, pour tirer parti des perspectives offertes par les sources renouvelables d'énergie rurale, les aspects ci-après sont particulièrement importants: potentiel biophysique, acceptabilité sociale, accessibilité aux ruraux pauvres, effets sur l'environnement, cadre institutionnel, détermination des priorités nationales et de leur faisabilité économique.

129. Examinant les grandes lignes d'action à adopter pour assurer le succès des programmes et projets d'exploitation des sources renouvelables d'énergie rurale, la Conférence a souligné qu'il faudrait s'efforcer en priorité de former du personnel qualifié en organisant des activités appropriées. Recherche, formation et vulgarisation devraient faire l'objet d'un programme intégré visant à accroître les ressources renouvelables d'énergie rurale et à mieux les utiliser.

130. La Conférence a reconnu que le succès des programmes et projets intéressant les sources renouvelables d'énergie rurale dépendra dans une large mesure de la participation

active des populations rurales à la formulation, à l'exécution et à l'évaluation des programmes, et elle a fait ressortir que les gouvernements devraient faire un effort important dans ce sens. On a insisté sur le rôle des organisations non gouvernementales pour inciter les populations rurales à participer à ces programmes.

131. La Conférence a souligné que, s'il incombe au premier chef aux Etats Membres de mettre en valeur les sources renouvelables d'énergie rurale, la coopération régionale pourrait assurer l'accès à tout l'éventail des connaissances techniques, des données d'expériences et des inputs matériels disponibles dans la région. Elle recommande en conséquence de renforcer cette coopération dans un esprit de CTPD en créant des réseaux régionaux. La FAO a été invitée à apporter une aide aux pays dans ce domaine. La Conférence a fait ressortir la nécessité d'appuyer en priorité la coopération régionale grâce à un financement international et à une coopération interinstitutions, en particulier dans le cadre du programme régional de valorisation de l'énergie de la CESAP.

132. La Conférence a souligné qu'il faut s'attaquer en priorité au problème des ressources en bois de feu. A cet effet, les pays devraient identifier les zones géographiques où il existe des pénuries aiguës/déficits et y mettre en oeuvre des programmes d'accroissement de la production et d'utilisation efficace du bois de feu.

133. La Conférence recommande d'accroître encore les ressources en bois de feu, en plantant des arbres sur les terres forestières et sur d'autres terres. Il faudrait promouvoir énergiquement la foresterie sociale et autres moyens d'action propres à encourager la participation des communautés et des agriculteurs et à les inciter à planter des arbres pour satisfaire leurs besoins de bois de feu et autres besoins fondamentaux, ainsi que pour assurer la protection de l'environnement.

134. Dans les pays où la valorisation du bois comme source d'énergie est un aspect important à prendre en considération, la Conférence recommande que l'éducation, la vulgarisation, la formation et la recherche forestières et agricoles soient réorientées vers l'élaboration des programmes nécessaires en vue notamment d'identifier des essences à bois de feu adaptées aux différentes zones agro-écologiques. Il faudrait également faire une large place aux essences polyvalentes et à croissance rapide, à l'établissement de plantations denses en vue de maximiser la production de biomasse, à l'intégration des arbres dans les systèmes d'exploitation agricole et aspects connexes.

135. La Conférence a noté que les méthodes traditionnelles de cuisson et de chauffage sur des feux en plein air sont inefficaces et elle a souligné la nécessité d'accélérer l'adoption de poêles adaptés au milieu social, présentant un bon rapport coût/efficacité. Les femmes ont un rôle particulièrement important à jouer dans l'acceptation de cette technologie.

136. La Conférence a vigoureusement appuyé le programme de coopération régionale élaboré par la FAO pour la valorisation du bois comme source d'énergie.

137. La Conférence a reconnu que, jusqu'à aujourd'hui, les programmes en faveur du biogaz n'ont progressé que dans un nombre limité de pays de la région. Elle a souligné que, dans la majorité des autres pays, où le programme en est encore à ses débuts, il faudrait installer des unités pilotes pour faire la démonstration de leur valeur pratique et de leur viabilité dans des situations écologiques et socio-économiques spécifiques.

138. La Conférence a souligné que la formation est une composante importante du programme concernant le biogaz et qu'elle est essentielle pour la construction et l'entretien des modèles améliorés et nouveaux qui sont actuellement diffusés dans plusieurs pays de la région. Elle a demandé à la FAO d'organiser des programmes de formation sur la production de biogaz pour faciliter l'adaptation rapide des technologies disponibles dans la région, en utilisant les moyens de formation existants, par exemple au Centre de recherche de Changtu, en Chine.

139. La Conférence a insisté sur la nécessité de prendre des dispositions institutionnelles appropriées en vue de fournir des services techniques spécialisés propres à assurer un fonctionnement efficace et sans problèmes des unités de production de biogaz déjà installées.

140. Etant donné qu'un certain nombre d'institutions nationales de la région ont accumulé une masse considérable d'informations sur divers aspects de la production de biogaz, la Conférence a souligné qu'il importe de mettre en commun ces résultats et de les rendre accessibles à d'autres institutions. A cet égard, elle a suggéré que la FAO devrait encourager la coopération entre pays à l'aide d'un réseau d'instituts nationaux, pour échanger des informations et promouvoir des activités de recherche appliquée en vue d'optimiser les modèles et leur efficacité, de concevoir des types appropriés de digesteurs utilisant des déchets autres que les déjections animales et de réduire les coûts de construction.

141. La Conférence a reconnu que la gazéification de biomasse peut être un moyen d'accroître les disponibilités d'énergie rurale. Si les techniques utilisant le bois et le charbon de bois ont simplement besoin d'être adaptées, il faudrait par contre entreprendre des activités de recherche et de développement sur l'utilisation de nouvelles matières premières, telles que la balle de riz et autres résidus agricoles, pour la gazéification. La Conférence a souligné qu'il importe de déterminer les disponibilités de résidus agricoles et d'évaluer les aspects économiques de leur collecte avant d'encourager une large utilisation pour la gazéification. Il est également indispensable d'évaluer systématiquement les techniques de production de gaz de gazogène, notamment leur viabilité économique, et la FAO devrait aider les pays qui en feront la demande à entreprendre ce travail. La Conférence a noté que la Chine étudie actuellement l'utilisation de la balle de riz pour la gazéification et la production d'énergie rurale et elle a suggéré que la FAO devrait promouvoir les échanges de connaissances et de données d'expérience entre les pays pour perfectionner la technologie de production de gaz de gazogène dans la région. Elle a également noté que le Programme de coopération ANASE/Australie prévoit le transfert de technologies de gazéification/combustion sur une grande échelle.

142. Les biofertilisants peuvent être une source importante d'azote et compléter efficacement les engrais minéraux. Un certain nombre de pays de la région ont déjà mis au point des techniques de biofertilisation. La Conférence a noté que les possibilités existant dans ce domaine restent toutefois très sous-exploitées dans la région. En conséquence, elle recommande aux gouvernements de redoubler d'efforts pour tirer effectivement parti du potentiel de fixation biologique de l'azote (en utilisant Azolla, les algues bleu-vert et Rhizobium). A cet effet, la Conférence a également suggéré que la FAO facilite l'utilisation en commun des techniques connues ainsi que des agents de fixation de l'azote.

143. La Conférence a noté que, dans l'ensemble, l'efficacité de la traction animale dans la région est généralement très médiocre. Une quantité considérable de données d'expérience ont été recueillies dans la région et des recherches ont été effectuées en vue de l'améliorer, notamment dans des pays tels que la Chine, mais les résultats n'ont guère été mis en application. La Conférence a suggéré qu'à cet effet les gouvernements devraient mettre au point des aliments pour animaux appropriés et des techniques convenables de conduite de l'élevage, ainsi que concevoir, fabriquer et adopter des instruments aratoires et équipements appropriés pour la traction animale. Elle a également suggéré qu'il faudrait entreprendre des programmes de sélection convenables et renforcer les programmes existants. Les pays devraient en outre confronter leurs expériences en ce qui concerne l'élevage des animaux de trait et les systèmes de harnachement.

144. La Conférence a noté que plusieurs pays de la région s'efforcent de promouvoir l'utilisation de l'énergie éolienne, notamment pour l'élévation de l'eau d'irrigation et/ou de boisson. Elle a souligné la nécessité de persévérer dans ces efforts, en particulier pour accroître l'efficacité des dispositifs mis au point et en réduire le coût. A cet égard, la Conférence recommande que la FAO se charge de diffuser les connaissances et les données d'expérience disponibles à l'intérieur et à l'extérieur de la région pour encourager une plus large utilisation de l'énergie éolienne en agriculture. Elle recommande également que la FAO aide les pays à mettre sur pied des projets pilotes et de démonstration et à expérimenter/adapter des techniques éprouvées.

145. La Conférence a noté que divers types de pompes actionnées par l'énergie hydraulique sont fabriquées et utilisées sur une petite échelle dans certains pays de la région. La pompe à turbine hydraulique mise au point en Chine est actuellement le plus intéressant de ces dispositifs. La Conférence a en outre pris acte des possibilités considérables offertes par les miniprojets de production d'hydro-électricité pour l'électrification des zones rurales. Elle a suggéré que les pays devraient effectuer des enquêtes hydrauliques et

topographiques approfondies et mettre en place des projets de démonstration pour promouvoir l'introduction de dispositifs d'élévation de l'eau. Quelques délégués ont souligné qu'il faudrait faire une place appropriée à l'hydro-électricité en tant que méthode économique de production d'énergie et ils ont fait observer que, selon des études effectuées par la Banque mondiale, elle pourrait fortement contribuer à satisfaire les besoins énergétiques de nombreux pays en développement.

146. La Conférence recommande que le centre régional de recherche appliquée et de formation sur les dispositifs élévatoires qu'on se propose de créer en Chine, et dont l'implantation a été différée parce que le PNUD manquait de fonds, soit rapidement mis sur pied. Elle demande à la FAO de faciliter les échanges de connaissances et de données d'expérience dans ce domaine.

147. La Conférence a noté que, bien qu'il ait été fait mention de l'expérience acquise et des progrès accomplis en ce qui concerne l'utilisation de dispositifs photovoltaïques pour l'électrification des zones rurales, et que l'on ait même allégué qu'ils pourraient concurrencer la production d'énergie électrique diesel dans les zones écartées, il faudrait aussi donner la priorité à l'introduction de techniques améliorées de séchage utilisant l'énergie solaire, qui pourraient contribuer notablement à réduire les pertes de récolte et à améliorer la qualité des produits. Plusieurs pays de la région ont mis au point, surtout sur une base expérimentale, divers types de séchoirs pour les récoltes de plein champ, les légumes, les fruits, le poisson et les produits du bois. La Conférence a estimé qu'il faudrait encourager les efforts actuellement entrepris à l'échelle nationale et régionale pour promouvoir une plus large application des techniques éprouvées. Elle a demandé à la FAO de faciliter l'identification, l'expérimentation et la promotion de types appropriés de séchoirs solaires en mettant sur pied des projets pilotes et de démonstration, et en organisant des échanges d'informations et de connaissances techniques à l'intérieur de la région.

Politiques des prix agricoles

148. Le Sous-Directeur général au Département des politiques économiques et sociales a présenté ce point de l'ordre du jour. Il a indiqué que l'étude FAO des politiques de fixation des prix agricoles dans la région vise à encourager un examen des objectifs des politiques de prix en vigueur et de leurs effets sur la production, la consommation et le bien-être économique, ainsi que des instruments utilisés pour les mettre en application. Les enseignements qui ont été dégagés dans la région apporteront également une contribution essentielle à l'étude mondiale des politiques des prix agricoles qui a été entreprise par la FAO.

149. La Conférence a félicité le Secrétariat FAO de son étude exhaustive des politiques de fixation des prix agricoles. Elle est convenue de leur importance pour assurer le succès du développement économique national. Les travaux actuels de la FAO dans ce domaine devraient permettre de circonscrire les principales questions liées aux politiques de prix et d'en tirer des enseignements et une analyse qui seront utiles aux dirigeants et aux analystes des Etats Membres. La Conférence a noté que, bien que les nombreuses questions concernant les politiques de prix aient un caractère spécifiquement national, il existe des problèmes communs, et elle est convenue qu'un examen minutieux des diverses expériences nationales pourrait être utile pour orienter les décisions politiques futures.

150. La Conférence a reconnu que la politique des prix agricoles a une large influence sur la croissance agricole, l'emploi, les finances publiques et les recettes en devises, la consommation alimentaire, la répartition du revenu et la nutrition. Elle a souligné qu'il faudrait veiller de plus près à intégrer les politiques des prix agricoles dans les plans et stratégies nationaux de développement.

151. Etant donné la multiplicité des objectifs de la politique de prix, il est indispensable que les décisions soient fondées sur une analyse minutieuse et détaillée des avantages comparés des diverses approches possibles. La Conférence a noté que, comme la politique des prix a des effets importants sur la répartition du revenu, sur la croissance et sur les finances publiques, il importe de ne négliger aucun aspect politique, économique et social lors de sa détermination. Les mécanismes existants pour la formulation de la politique des prix agricoles dans plusieurs pays de la région ont été examinés. Dans certains cas, les dispositifs d'établissement des prix sont institutionnalisés mais, dans la plupart des pays, il s'agit largement d'arrangements ad hoc.

152. De nombreux délégués sont convenus que le processus d'évaluation et de recommandation d'une politique de prix par un gouvernement national pourrait bénéficier de l'existence d'une institution nationale chargée d'examiner et d'analyser de manière approfondie les prix des produits à la consommation et à la production, l'efficacité du système de commercialisation et du système de fixation des prix et de fourniture des facteurs de production, et les moyens d'optimiser l'utilisation des ressources naturelles. A cet effet, on pourrait utiliser des approches institutionnelles différentes, aussi bien adaptées que possible aux conditions particulières de chaque pays.

153. On a suggéré que, pour être efficace, une politique des prix agricoles exigerait une analyse systématique des facteurs qui régissent les prix et des autres facteurs, ainsi que des variables macro-économiques. On lui assurera un maximum d'effets en prenant de meilleures dispositions pour mettre en place une infrastructure, organiser des activités de recherche et de vulgarisation, éviter les pertes après récolte, notamment au cours de l'entreposage et du transport, et améliorer le dispositif de commercialisation.

154. Les données relatives aux années soixante-dix permettent de penser que, dans l'ensemble, les prix payés aux agriculteurs de nombreux pays en développement de la région ont été inférieurs aux cours mondiaux ou que les agriculteurs ont fait l'objet de mesures de protection négatives qui ont peut-être entravé leurs efforts pour exploiter pleinement le potentiel productif. Tout porte à croire que des prix plus élevés à la production, associés à d'autres mesures politiques n'intéressant pas les prix, déterminent progressivement une accélération du rythme de croissance de la production.

155. La Conférence a été nettement d'avis que le faible niveau des cours internationaux a rendu très difficile aux pays en développement la prise de mesures d'encouragement convenables à l'égard des agriculteurs. On a noté que les politiques de prix de certains pays développés ont pour effet de déprimer et de déstabiliser les cours mondiaux.

156. On s'est accordé à reconnaître que l'efficacité des incitations par les prix dépend, entre autres, de l'existence de technologies améliorées et de leur diffusion. Certains délégués ont souligné la nécessité de subventionner en permanence des inputs tels que les engrais et l'eau, et ils ont fait valoir qu'il y a là un moyen d'encourager la production et le transfert des technologies pour un moindre coût que si l'on relève les prix des produits. En outre, les petits agriculteurs et les agriculteurs marginaux produisant principalement pour leur propre consommation utiliseront sans doute davantage d'inputs s'ils ne coûtent pas trop cher, ce qui se traduira par un accroissement de la productivité. On a noté avec préoccupation que le choix entre le relèvement des prix des produits et l'abaissement des prix des inputs reste l'une des principales questions à trancher lors de la formulation d'une politique de prix.

157. La Conférence a reconnu que les prix des produits alimentaires doivent être à la portée des consommateurs pauvres. Pour atteindre ce but, il y a toujours un compromis difficile à trouver entre le bien-être du consommateur, l'accroissement de la production et les recettes fiscales. On a souligné que des prix à la production rémunérateurs et de faibles prix à la consommation ne sont pas forcément des options possibles à longue échéance. En fin de compte, le seul moyen d'assurer effectivement aux consommateurs un approvisionnement alimentaire suffisant, à des prix raisonnables, est d'accroître la production agricole.

158. La Conférence a reconnu qu'une politique de prix peut ne pas bénéficier également à tous les producteurs, du fait des différences entre les excédents commercialisables en l'absence d'autres mesures complémentaires. Le relèvement des prix à la production est surtout avantageux pour les gros agriculteurs qui ont d'importants excédents commercialisables.

159. Le subventionnement des produits alimentaires est surtout avantageux pour les consommateurs urbains. En conséquence, pour assurer que les pauvres en bénéficient, les subventions doivent être axées sur les groupes défavorisés.

160. Quelques délégués ont soulevé la question de l'harmonisation des politiques de prix à l'intérieur de la région, notamment entre pays voisins, surtout lorsque existe entre eux une liberté relative des échanges.

161. La Conférence a examiné les divers critères de fixation des prix de soutien. A ce propos, un certain nombre d'observations ont été faites au sujet de l'utilisation des estimations des coûts de production. On a évoqué, par exemple, les types de coûts à prendre en considération dans les estimations, la forte disparité des coûts selon les agriculteurs et selon les régions à l'intérieur d'un même pays, et le caractère incomplet et périmé des données sur les coûts de production.

162. On a fait observer que si l'on tient exclusivement compte des coûts de production on néglige l'incidence de facteurs tels que la structure de la demande, et la nécessité de parvenir à un plus haut degré d'autosuffisance et de garantir aux agriculteurs un revenu net suffisant. Il a été convenu que, pour fixer le niveau des prix de soutien, il faut tenir compte d'autres facteurs tels que les termes intérieurs de l'échange pour l'agriculture (concept de la parité), l'équilibre entre les cultures, la situation prévue du marché, la réaction précédente de la production aux prix de soutien et les cours mondiaux.

163. On est convenu qu'il est nécessaire de tenir compte des cours mondiaux pour fixer les prix de soutien. Toutefois, les fluctuations des cours internationaux ne doivent pas régir les prix intérieurs, notamment ceux des produits de base. La structure des prix en vigueur devrait être examinée en vue de rapprocher ceux-ci des tendances des cours mondiaux, sur la base peut-être d'une moyenne mobile appropriée des cours mondiaux.

164. La Conférence est convenue qu'il faut développer les marchés pour garantir l'efficacité des politiques de prix. Elle a souligné qu'il est de plus en plus important d'améliorer les systèmes de commercialisation des produits et de fourniture de facteurs de production. On a noté qu'il faudrait s'efforcer d'encourager une liaison efficace entre les négociants privés, les coopératives et les circuits de commercialisation publics.

165. La Conférence a souligné l'importance du temps pour mettre en oeuvre une politique de prix efficace. Le facteur temps a deux dimensions: opportunité et continuité. Pour que les prix aient un plein effet sur la production et l'affectation des ressources, ils devraient être annoncés bien avant les semis. Les perspectives à long terme des prix devraient être présentées en même temps, chaque fois que cela apparaît possible et nécessaire.

166. La Conférence a reconnu que, dans bien des cas, ces mesures risquent de demeurer lettre morte faute d'informations et d'une analyse suffisantes pour évaluer les effets des politiques de prix. Elle a demandé instamment aux gouvernements d'accorder la priorité au renforcement des institutions pour améliorer le système d'information sur les prix, ainsi que les capacités nationales d'analyse des politiques de prix.

167. La Conférence est convenue que la politique de fixation des prix agricoles s'inscrit dans le cadre des stratégies nationales globales de développement. Elle a également souligné que la politique de prix devrait être un élément cohérent et logique des stratégies et programmes de développement alimentaire et agricole.

168. La Conférence recommande que les pays évaluent les dispositifs institutionnels actuels de formulation des politiques de prix et, s'il y a lieu, créent un organisme indépendant chargé de donner des avis sur l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques des prix agricoles, en tenant compte des vues de tous les groupes d'intérêt.

169. La Conférence a reconnu la nécessité d'un examen périodique et d'une utilisation sélective des subventions pour éviter une mauvaise répartition des ressources. Les charges financières qu'entraîne une subvention devraient être surveillées de près et l'incidence de celle-ci devrait être évaluée produit par produit.

170. La Conférence recommande que les Etats Membres envisagent de créer un mécanisme approprié pour mettre en oeuvre la politique de prix.

171. La Conférence recommande que les pays évaluent diverses approches possibles pour assurer aux groupes à faible revenu un approvisionnement alimentaire suffisant à des prix abordables, grâce à des programmes conçus en fonction des consommateurs.

172. La FAO a été priée d'aider les Etats Membres à revoir leurs politiques et à les adapter à l'évolution de la situation et des besoins, ainsi qu'à promouvoir l'échange de

données d'expérience pour formuler et mettre en oeuvre des politiques de prix. Elle a également été invitée à examiner la possibilité d'organiser un atelier pour examiner les différentes questions théoriques et pratiques que soulèvent la détermination des prix des produits agricoles et le coût de leur production.

173. La FAO a été invitée, dans le cadre de ses activités de formation, à aider les pays, lorsqu'il y a lieu, à renforcer les capacités nationales et à créer des institutions pour formuler, mettre en oeuvre et évaluer les politiques des prix agricoles.

Formation en matière de développement agricole et rural

174. L'économiste régional (gestion des exploitations) a présenté le point de l'ordre du jour consacré à la formation en matière de développement agricole et rural et il a fait ressortir les principaux éléments du document pertinent du Secrétariat (APRC 84/4). Il a notamment précisé pourquoi la formation revêt une importance croissante. A ce propos, il a indiqué que, si les instituts nationaux et internationaux de recherche agronomique mettent chaque jour au point de nouvelles techniques de valeur reconnue, une grande partie d'entre elles doivent encore être transférées aux agriculteurs. Ce transfert est nécessaire pour optimiser la production agricole. La formation est également essentielle pour améliorer l'efficacité de l'utilisation des facteurs de production que l'agriculteur doit acheter, en sorte que les coûts de production unitaires ne continuent pas à augmenter. Enfin, elle est indispensable pour introduire une dimension sociale dans les programmes de développement agricole et rural, ainsi que pour asseoir les nouvelles bases du développement de la petite agriculture, des pêches, de la foresterie sociale, de l'aquaculture, etc.

175. Indiquant les principaux besoins de formation dans les divers secteurs, l'économiste régional a également souligné qu'il importe de mettre au point un système intégré prévoyant à la fois la formation avant l'emploi, la formation en cours d'emploi, la formation sur le tas, etc. On a également fait ressortir que, bien que des systèmes d'enseignement agricole avant l'emploi aient généralement été mis sur pied, ils présentent des lacunes quantitatives et qualitatives.

176. La Conférence a généralement approuvé la démarche générale et les stratégies indiquées dans le document du Secrétariat.

177. La Conférence a reconnu que, s'il incombe essentiellement aux Etats Membres d'intensifier les activités de formation et d'y introduire de nouveaux aspects, il existe un champ d'action considérable à l'échelle inter pays. On a proposé que la FAO envisage d'organiser deux consultations régionales: la première sur la liaison entre l'enseignement, la recherche et la vulgarisation agricoles, et la seconde sur la production de manuels. On a également noté que la suite donnée à cette recommandation sera fonction des crédits disponibles, car les ressources budgétaires sont déjà affectées à diverses activités qui ont été approuvées par la Conférence de la FAO en novembre 1983.

178. La Conférence a reconnu la nécessité d'organiser des programmes de formation à l'intention des femmes et de la jeunesse rurale, et de les compléter par des programmes spéciaux de perfectionnement propres à leur assurer des emplois agricoles et non agricoles rémunérés. On a suggéré qu'il faudrait coordonner les programmes de formation sur une base familiale.

179. En ce qui concerne la formation à un système intégré de production agricole, la Conférence a reconnu que, si certains pays ont déjà une pratique considérable, la plupart des autres doivent encore entreprendre les recherches voulues et se faire une expérience. Dans ce type de situation, avant de pouvoir organiser un quelconque programme de formation sur une grande échelle, il sera nécessaire d'acquérir un complément d'expérience en matière de systèmes intégrés de production. A cet effet, la Conférence a suggéré que la FAO prépare des études de cas présentant des exemples de bons résultats et qu'elle les diffuse dans tous les pays.

180. Quelques délégués ont évoqué les succès obtenus par les associations d'agriculteurs qui organisent la formation dans leur pays. A ce propos, on a souligné que, dans certains pays, les coopératives qui s'occupent de la distribution des inputs agricoles, ainsi que de la commercialisation et de la transformation des produits agricoles, ont réussi à former

du personnel de vulgarisation et appuient considérablement les efforts des gouvernements dans ce domaine. On a noté qu'il est possible de progresser encore beaucoup en la matière et on a suggéré que la FAO prépare à cet effet une étude des cas de succès et la mette à la disposition des autres pays intéressés.

181. Tout en souscrivant généralement aux propositions relatives aux pêches dans le Pacifique Sud qui sont contenues dans le document, la Conférence a noté que les pays du Pacifique Sud s'efforcent actuellement d'identifier et de surmonter certains facteurs limitants, soit au niveau national, soit par l'intermédiaire d'organismes tels que la South Pacific Forum Fisheries Agency.

182. La Conférence a reconnu qu'il importe d'entraîner les collectivités à planifier et mettre en oeuvre des programmes de développement rural. Elle a suggéré que des animateurs locaux soient identifiés et reçoivent une formation dans les domaines suivants: organisation communautaire, planification et exécution des programmes, administration et finances, surveillance et évaluation, artisanat rural et industries familiales.

183. La Conférence a reconnu que les agriculteurs ont quelque chose à apprendre les uns des autres et que l'on peut aussi les utiliser efficacement pour former les futurs agents de développement rural/vulgarisation. Elle a suggéré que les Etats Membres devraient promouvoir le concept "apprendre des paysans" et que les agents du développement rural/vulgarisateurs devraient être encouragés à utiliser ce système.

184. La Conférence a noté que les Etats Membres mettent en oeuvre un nombre croissant de programmes spéciaux visant à organiser les ruraux pauvres en petits groupes fonctionnels. Elle a suggéré que, pour améliorer l'efficacité de ces activités, il faudrait former les agents du développement rural/vulgarisateurs aux techniques d'action de groupe, ainsi qu'à la gestion agricole, au développement et à la recherche active fondés sur la participation.

185. La Conférence a reconnu que la CTPD offre dans la région Asie et Pacifique un vaste champ d'action pour organiser des programmes de vulgarisation et d'enseignement, ainsi que des programmes spéciaux de formation. Elle a suggéré que les Etats Membres fassent une étude plus approfondie de ces possibilités. Les services d'institutions régionales telles que le CIRDAP pourraient être utilisés par les pays.

Représentation de la région au Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI)

186. Le Directeur de la Division du développement de la recherche et de la technologie et le Spécialiste régional de la production et de la protection des plantes ont présenté ce point de l'ordre du jour ((APRC/84/7). Le Directeur de la Division a précisé les diverses mesures prises par la FAO pour assurer une représentation plus efficace de la région au GCRAI. Il a également indiqué qu'une association régionale de recherche agricole est en voie de création au Proche-Orient pour faciliter la surveillance de l'information et les échanges de renseignements entre les pays membres, ainsi qu'avec les systèmes de recherche régionaux et internationaux.

187. Le spécialiste régional a rappelé les objectifs du GCRAI et il a indiqué comment les centres du GCRAI contribuent à accroître et soutenir la production alimentaire de la région. La Conférence s'est particulièrement félicitée du rôle joué par l'Institut international de recherches sur le riz (IIRR), le Centre international d'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT) et l'Institut international de recherches sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT) qui mettent au point des variétés à haut rendement de riz, de blé, de céréales secondaires et de légumineuses.

188. La Conférence a noté la priorité donnée à la recherche sur l'aménagement hydraulique et elle a appris avec plaisir qu'un institut international d'irrigation est en voie de création à Sri Lanka sous les auspices du GCRAI. Elle a également noté que la recherche sur l'élevage et sur les cultures fruitières est en général négligée dans la région et que le GCRAI, tout comme d'autres organismes internationaux compétents, devrait lui accorder l'attention voulue.

189. La Conférence a noté que les examens extérieurs des Centres internationaux de recherche agricole (CIRA) ont montré que la plupart d'entre eux sont maintenant à peu près

"parvenus à maturité", bien que leurs programmes se développent encore. Les études récemment entreprises sur la gestion des CIRA ont été très utiles. La Conférence a également pris acte que le Comité consultatif technique (CCT) du GCRAI est en train de mettre à jour les priorités en matière de soutien international à la recherche agricole, en tenant compte de la force et des capacités croissantes des systèmes nationaux de recherche des pays en développement. Elle a souligné qu'en ce moment critique de préparation de la prochaine phase des travaux et stratégies des CIRA la participation des représentants des pays en développement de la région au GCRAI est particulièrement souhaitable et devrait être rendue plus efficace.

190. La Conférence s'est félicitée du rôle joué par la FAO dans le renforcement de la communication entre les Etats Membres et le GCRAI. Les représentants de la région au GCRAI, dont la participation aux réunions du Groupe est appuyée par la FAO, feront parvenir leurs rapports aux Etats Membres. La Conférence recommande que les représentants de la région soumettent à chaque conférence régionale un rapport sur leur liaison avec le GCRAI.

191. Reconnaissant qu'il importe de réexaminer en permanence les priorités de la recherche, d'échanger des données d'expérience, de donner la priorité aux besoins de recherche communs et de maintenir une interaction dynamique entre les programmes nationaux de recherche, les réseaux sous-régionaux et régionaux et les centres du GCRAI, et rappelant l'expérience acquise par des organisations telles que l'Association régionale du crédit agricole pour l'Asie et le Pacifique (APRACA) et l'Association des institutions de commercialisation des denrées alimentaires en Asie et dans le Pacifique (AFMA), etc., la Conférence recommande qu'une association régionale de recherche agricole soit créée avec un appui financier de la FAO. La Conférence a noté que le coût du parrainage d'une telle association resterait dans les limites des ressources dont dispose l'Organisation.

192. La Conférence a pris note que le mandat des représentants du Pakistan et de l'Indonésie au GCRAI, qui ont été élus en 1980, est venu à expiration au terme d'une période de quatre ans. Conformément à la décision prise par la Conférence régionale de la FAO en 1982, qui permet de prolonger le mandat de l'un des représentants pour une nouvelle période de deux ans afin d'assurer la continuité de la représentation, la Conférence a prolongé de deux ans le mandat du représentant du Pakistan. En outre, elle a élu la Thaïlande pour représenter la région pendant la période 1984-88.

Bilan de l'oeuvre accomplie par certaines commissions régionales de la FAO

193. Le Sous-Directeur général, représentant régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique, a présenté ce point de l'ordre du jour. Il a examiné la situation et le fonctionnement de certaines commissions régionales de la FAO, à savoir la Commission des forêts pour l'Asie et le Pacifique (APFC), la Commission phytosanitaire pour l'Asie et le Pacifique (APPPC), la Commission régionale sur la gestion des exploitations agricoles en Asie et en Extrême-Orient, la Commission des statistiques agricoles pour l'Asie et le Pacifique (APCAS) et la Commission régionale de la production et de la santé animales pour l'Asie, l'Extrême-Orient et le Pacifique Sud-Ouest (APHCA).

194. Le représentant régional a fait observer qu'en général la plupart des commissions régionales ont fourni un cadre utile pour l'examen des problèmes, l'élaboration de programmes et de projets et l'échange d'informations techniques et de données d'expérience. Elles sont aussi devenues des instruments efficaces pour promouvoir la CTPD et la coopération régionale dans leurs domaines d'activité respectifs. On peut aussi constater que l'efficacité des commissions dépend dans une très large mesure de l'intérêt que leur portent les gouvernements des pays membres et de leur degré de participation. Si la Commission sur la gestion des exploitations agricoles n'a pas fonctionné de façon satisfaisante, c'est surtout parce que les gouvernements des pays membres ne lui ont porté que très peu d'intérêt. Il conviendrait donc de se demander si cette Commission ne doit pas être abolie, étant donné que l'on n'a pas besoin d'un organe permanent pour s'occuper de cette question. D'autres formules telles que consultations ad hoc, ateliers et séminaires peuvent être utilisées plus profitablement pour promouvoir les activités en matière de gestion des exploitations agricoles.

195. Au cours des débats, de nombreux pays se sont déclarés favorables au maintien de la Commission régionale sur la gestion des exploitations agricoles et ils ont souligné la nécessité de relancer les activités de la Commission, notamment pour ce qui concerne la

promotion de systèmes d'exploitation agricole. D'autres délégués ont toutefois été partisans de sa suppression. Un pays a aussi proposé d'intégrer le mandat de la Commission sur la gestion des exploitations dans celui de la Commission régionale pour la sécurité alimentaire qui vient d'être créée.

196. Bien qu'aucun consensus ne se soit dégagé, il a été convenu que la question de la suppression de la Commission devrait être laissée en suspens. Le Secrétariat devrait s'efforcer d'en relancer les activités et, simultanément, les Etats Membres ont été instamment priés de s'y intéresser concrètement. La Conférence a exprimé le désir que le Secrétariat rende compte à la dix-huitième Conférence régionale de la FAO de l'ampleur de la participation à la prochaine réunion de la Commission.

CONCLUSIONS

Date et lieu de la dix-huitième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique

197. La délégation de Sri Lanka a fait savoir que, comme il n'y a pas eu de Conférence régionale dans son pays depuis 1955, le Gouvernement de ce pays serait heureux d'accueillir en 1986 la dix-huitième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique. La Conférence a accueilli cette offre avec satisfaction et elle a appuyé la proposition tendant à tenir la dix-huitième Conférence régionale à Sri Lanka. Le Directeur général de la FAO a remercié la délégation de Sri Lanka et il a indiqué que les dates et lieu de la prochaine Conférence régionale seront fixés en accord avec le Gouvernement de Sri Lanka.

Clôture de la Conférence

198. Au nom de toutes les délégations, le Ministre de l'agriculture, des forêts et des pêches du Vanuatu a prononcé le discours de clôture. Il a exprimé leur reconnaissance au Gouvernement du Pakistan pour l'accueil réservé à la Conférence, ainsi que pour la généreuse hospitalité et l'excellente organisation dont celle-ci a bénéficié. Il a félicité le Directeur général de sa gestion et complimenté le Secrétariat pour l'excellente qualité de la documentation et l'efficacité de son travail.

199. Le Sous-Directeur général, représentant régional pour l'Asie et le Pacifique, a remercié le Président, les Vice-Présidents, le Président du Comité technique, le Président et les membres du Comité de rédaction, ainsi que les autres membres du bureau de la Conférence, de l'efficacité avec laquelle ils se sont acquittés de leurs tâches. Au nom de la FAO, il a exprimé ses sincères remerciements au Ministre de l'alimentation, de l'agriculture et des coopératives et au Gouvernement du Pakistan pour leur hospitalité exemplaire et pour les services fournis à la Conférence.

200. Au nom du Gouvernement de son pays, le Ministre de l'alimentation, de l'agriculture et des coopératives du Pakistan a prononcé le discours de clôture. Il a dit combien le Pakistan était reconnaissant d'avoir pu accueillir la Conférence. Il a souligné que la FAO contribue efficacement à promouvoir la coopération entre les pays et il a appelé les Etats Membres à tirer pleinement parti des services offerts par l'Organisation. Il a déclaré close la dix-septième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique.

ORDRE DU JOUR

Comité technique (24-28 avril 1984)

I. INTRODUCTION

1. Ouverture des travaux du Comité technique
2. Election du Président et des Vice-Présidents, et élection du Comité de rédaction
3. Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

II. POINTS TECHNIQUES

4. Formation à l'agriculture et au développement rural
5. Politiques des prix agricoles
6. Plan d'action pour la mise en valeur de sources renouvelables d'énergie rurale
7. Représentation de la région au Groupe consultatif de la recherche agricole internationale
8. Examen des réalisations de certaines Commissions régionales de la FAO
9. Adoption du rapport

Session plénière (29 avril-3 mai 1984)

I. INTRODUCTION

1. Cérémonie d'ouverture
2. Election du Président et des Vice-Présidents
3. Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

II. EXPOSES

4. Déclaration du Directeur général
5. Exposés nationaux et débat général sur la situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la région
6. Activités de la FAO dans la région, notamment mesures prises pour donner suite aux principales recommandations de la seizième Conférence régionale
7. Programme de travail et budget 1984-85 pour la région

III. CONCLUSIONS

8. Examen du rapport du Comité technique
9. Autres questions
10. Date et lieu de la dix-huitième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique
11. Adoption du rapport
12. Clôture de la Conférence

LIST OF PARTICIPANTS
LISTE DES PARTICIPANTS

OFFICERS OF THE CONFERENCE
BUREAU DE LA CONFERENCE

<u>Chairman:</u> <u>Président:</u>	Mohammad Fazil Janjua (Pakistan)	
<u>Vice-Chairman:</u> <u>Vice-Présidents:</u>	All ministers present	
<u>Drafting Committee:</u> <u>Comité de rédaction:</u>	Australia China India	Japan Pakistan Sri Lanka
<u>Rapporteur:</u>	Abu Bakar Bin Mahmud (Malaysia)	

OFFICERS OF THE TECHNICAL COMMITTEE
BUREAU DU COMITE TECHNIQUE

<u>Chairman:</u> <u>Président:</u>	R.A. Akhund (Pakistan)	
<u>Vice-Chairman:</u> <u>Vice-Présidents:</u>	Kazi M. Badrudozza (Bangladesh) Douglas Malosu (Vanuatu) Salmon Padmanagara (Indonesia)	
<u>Drafting Committee:</u> <u>Comité de rédaction:</u>	Australia China India	Japan Pakistan Sri Lanka
<u>Rapporteur:</u>	Abu Bakar Bin Mahmud (Malaysia)	

MEMBER NATIONS IN THE REGION
ETATS MEMBRES DE LA REGION

AUSTRALIA - AUSTRALIE

Delegate

Mr. Peter CORE
First Assistant Secretary
Department of Primary Industry

Canberra

Alternates

Mr. D.R. GREGORY
Counsellor (Agriculture)
and Alternate Permanent
Representative to FAO
Australian Embassy

Rome

Mr. Robert J. HAMILTON
First Secretary
Australian Embassy

Islamabad

BANGLADESH

Delegate

H.E. Mr. A.Z.M. Obaidullah KHAN
Minister of Agriculture, Forests,
Fisheries, Livestock and Water
Resources

Dhaka

Alternates

Mr. Kazi M. BADRUDDOZA
Executive Vice-Chairman
Bangladesh Agricultural Research
Council

Dhaka

<u>BHUTAN</u>		<u>Advisers</u>	
<u>Delegate</u>			
Mr. Pema WANGCHHUK Director of Agriculture	Thimphu	Mr. Duan SHIZHEN Official, Foreign Affairs Department Ministry of Agriculture, Animal Husbandry and Fishery	Beijing
<u>BURMA - BIRMANIE</u>			
<u>Delegate</u>			
H.E. U Kyaw HTAIN Deputy Minister of Agriculture and Forests Ministry of Agriculture and Forests	Rangoon	Mr. Wu CHAOLIN Official, Foreign Affairs Department Ministry of Agriculture, Animal Husbandry and Fishery	Beijing
<u>Alternates</u>		<u>DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF KOREA</u> <u>REPUBLIQUE POPULAIRE DEMOCRATIQUE</u> <u>DE COREE</u>	
		<u>Delegate</u>	
U Hla SHWE General Manager Agriculture Corporation Ministry of Agriculture and Forests	Rangoon	H.E. Mr. Chon Yong JIN Roving Ambassador Ministry of Foreign Affairs	Pyongyang
		<u>Alternates</u>	
U Sein WIN Director Forest Department	Rangoon	Mr. Kim Tae RYONG Secretary of the FAO National Commission	Pyongyang
		<u>Associates</u>	
U Soe HLAING Deputy General Manager Agriculture Corporation, Extension Division Ministry of Agriculture and Forests	Rangoon	Mr. Li Chun SUNG Member FAO National Commission	Pyongyang
U Soe WIN Deputy Director Office of the Ministers Ministry of Livestock Breeding and Fisheries	Rangoon	Mr. Pak Dok HUN Member FAO National Commission	Pyongyang
U Nyunt SWE Third Secretary Embassy of Burma	Islamabad	Mr. Choi Dae SUNG Member FAO National Commission	Pyongyang
<u>CHINA - CHINE</u>		<u>FRANCE</u>	
<u>Delegate</u>		<u>Delegate</u>	
H.E. Mr. Xiang ZHONGYANG Vice Minister Ministry of Agriculture, Animal Husbandry and Fishery	Beijing	H.E. Mr. Jean GORY Ambassador of France French Embassy Pakistan	Islamabad
<u>Alternates</u>		<u>Alternates</u>	
Mr. Zhu PEIRONG Acting Director Department of Foreign Affairs Ministry of Agriculture, Animal Husbandry and Fishery	Beijing	Mr. Alain COUANON Counsellor French Embassy	Islamabad
Mr. Li ZHENHUAN Division Chief of Foreign Affairs Department Ministry of Agriculture, Animal Husbandry and Fishery	Beijing	Mrs. Blandine KREISS First Secretary French Embassy	Islamabad
		Mr. Bruce BOURDON Second Secretary French Embassy	Islamabad
		<u>INDIA - INDE</u>	
		<u>Delegate</u>	
		H.E. Mr. Rao Birendra SINGH Union Minister of Agriculture and Rural Development	New Delhi

Mr. SHASHANK Minister Embassy of India	Islamabad	<u>Associate</u>	
		Mr. MUSTAKIM Head, Economic Section Indonesian Embassy	Islamabad
Mr. H.L. CHAWLA Economic and Statistical Adviser Department of Agricultural and Cooperation	New Delhi	<u>JAPAN - JAPON</u>	
		<u>Delegate</u>	
Dr. N.S. RANDHAWA Deputy Director-General Indian Council of Agricultural Research	New Delhi	H.E. Mr. Yoshinobu SHIMAMURA Parliamentary Vice-Minister of Agriculture, Forestry and Fisheries	Tokyo
Mr. A.K. DOVAL First Secretary Embassy of India	Islamabad	<u>Alternates</u>	
Mr. P.R. MADAN Secretary to the Minister of Agriculture	New Delhi	Mr. Kasuhiro MATSUSHITA Director, International Cooperation Division Economic Affairs Bureau Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries	Tokyo
Mr. D.J. BELD Deputy Consul-General Consulate General of India	Karachi	Mr. Shhei TAKAHASHI Deputy Director Specialized Agencies Division U.N. Bureau Ministry of Foreign Affairs	
<u>INDONESIA - INDONESIE</u>			
<u>Delegate</u>			
H.E. Mr. Ir. WARDOYO Minister for Development of Food Crops	Jakarta	Mr. Takakata OKAMOTO Senior Official International Cooperation Division Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries	Tokyo
<u>Alternates</u>			
H.E. Mr. Fawzi ABDULRANI Ambassador of Indonesia to Pakistan	Islamabad	<u>Associates</u>	
H.E. Mr. A.K. SASRADIPERA Ambassador/Permanent Rep. to FAO Indonesian Embassy	Rome	Mr. Noriyoshi KONZO First Secretary Embassy of Japan	Islamabad
Dr. Salmon PADMANAGARA Director-General Agency for Agricultural Training and Extension Ministry of Agriculture	Jakarta	Mr. Tatsuya KAJIYA Official, Specialized Agencies Division Ministry of Foreign Affairs	
Mr. Hidayat Ganda ATMADJA Senior Official Ministry of Agriculture	Jakarta	Mr. Hayato IWAMOTO Official International Affairs Bureau Ministry of Agriculture Forestry and Fisheries	Tokyo
<u>KOREA, REPUBLIC OF - COREE, REPUBLIQUE DE</u>			
<u>Delegate</u>			
Dr. Hosni SURADJI Head of Economic Division Directorate of Multilateral Economic Cooperation Ministry of Foreign Affairs		H.E. Mr. Jong-Tack YOO Assistant Minister Ministry of Agriculture & Fisheries	Seoul
Mr. Suharyo HUSEN Alternate Permanent Rep. to FAO Indonesian Embassy	Rome	<u>Alternate</u>	
		Mr. Hae-Soon LEE Counsellor Embassy of the Republic of Korea	Islamabad

Associates

Mr. Sang-Mu LEE
Director, Bureau of Agricultural
Statistics
Marketing & Economy Statistics
Division
Ministry of Agriculture and
Fisheries

Seoul

Mr. Byung-Hwan LO Seoul
Deputy Director, International
Cooperation Section
Ministry of Agriculture and
Fisheries

Mr. Byoung-Il YOO Seoul
Director, Department of Silviculture
and Management
Forest Research Institute

Mr. Wan-Su OH Seoul
Executive Secretary
Korea-FAO Association

Adviser

Mr. Geon-Ho LEE Seoul
Manager, RESEARCH Department
National Agricultural Cooperative
Federation

LAOS

Délégué

S.E. M. Khamsing SAYAKONE Vientiane
Premier Vice-Ministre de
l'agriculture

Suppléants

Monsieur Kou CHANSINA Vientiane
Directeur
Département de l'agriculture

Monsieur Soukaseum BODHISANE Vientiane
Directeur
Département de l'agriculture

MALAYSIA - MALAISIE

De l e g a t e

H.E. Datuk Abdul H.E. OTHMAN Kuala Lumpur
Minister of Agriculture

Alternates

Mr. Abu Bakar MAHMUD
Director-General
Department of Agriculture

H.E. Mr. E.M. HANIFF
Ambassador of Malaysia in
Pakistan Islamabad

Mr. Ismail Haji OMAR Kuala Lumpur
Director, Economic Planning Unit
Prime Minister's Department

Mr. Abdul Wahid JALIL Rome
Agricultural Attache of Malaysia
in Rome
Malaysian Embassy

Mr. Ernest J. RAJANAYAGAM Kuala Lumpur
Assistant Secretary
International Unit
Ministry of Agriculture

NEPAL

Delegate

H.E. Mr. Hem Bahadur MALLA Kathmandu
Minister of Agriculture and
Land Reform

Alternates

Mr. Kamala B. RAJBHANDARY Kathmandu
Joint Secretary
Ministry Agriculture

H.E. Mr. Niranjan BHATTARAI Islamabad
Ambassador
Royal Nepalese Embassy

Shree Krishna UPADHYAY Kathmandu
General Manager
Agricultural Development Bank

NEW ZEALAND - NOUVELLE ZELANDE

De l e g a t e

Mr. E.J. STONYER
Director of Economics
Ministry of Agriculture and
Fisheries

PAKISTAN

Delegate

H.E. Vice-Adm. M.F. JANJUA Islamabad
Minister for Food, Agriculture
and Fisheries

Alternates

H.E. Mr. Sartaj AZIZ Islamabad
Minister of State for Food,
Agriculture and Cooperatives

Mr. Rafiq AKHUND
Secretary
Ministry of Food, Agriculture
and Cooperatives

Mr. Niaz A. NALK
Secretary
Ministry of Foreign

Dr. Amir MUHAMMED Chairman, Pakistan Agricultural Research Council/Secretary, Agricultural Research Division	Islamabad	Dr. M.Y. CHAUDHRY Member (Crops Sciences) Pakistan Agricultural Research Council	Islamabad
Mr. Abdul Wahab F. SHAIKH Secretary Ministry of Water and Power	Islamabad	Mr. Anwarul Haq RAAZI Joint Secretary Ministry of Food, Agriculture and Cooperatives	Islamabad
Mrs. Saleema R. AHMAD Secretary Women's Division	Islamabad	Dr. Abdul Salam AKHTAR Joint Secretary (Livestock) Ministry of Food, Agriculture and Cooperatives	Islamabad
Mr. M. Shafi NIAZ Chairman Agricultural Prices Commission	Islamabad	Dr. Feroza AHMED Joint Secretary (In-Charge) Special Education and Social Welfare Division Ministry of Health	Islamabad
Mr. Manzur AHMAD Additional Secretary Ministry of Food, Agriculture and Cooperatives	Islamabad	Dr. Mohammad AFZAL Joint Secretary Ministry of Local Governments and Rural Development	Islamabad
Mr. Mohammad Aslam BAJWA Additional Secretary (In-Charge) Ministry of Local Government and Rural Development	Islamabad	Mr. Inam UL HAQUE Director-General (UN) Ministry of Foreign Affairs	Islamabad
Mr. Abdul WAHEED Ambassador/Permanent Representative of Pakistan to Rome	Rome	Mr. Sahibrada M. AYAZ Joint Secretary Planning and Development Division	Islamabad
<u>Associates</u>			
Mr. Mian Mumtaz ALI Vice-Chancellor University of Agriculture	Faisalabad	Mr. Parvez MASUD Secretary, Agriculture Department Government of Punjab	Lahore
Dr. Abdul Qadir ANSARI Vice-Chancellor University of Agriculture	Tandojam	Brig. Mohammad USMAN (Ret.) Secretary Agriculture Dept., Government of Baluchistan	Quetta
Mr. Abdul MANNAN Vice-Chancellor University of Agriculture	Peshawar	Mr. Abdul Karim LODHI Secretary Agriculture Department Government of Sind	Karachi
Mr. Shaharyar M. KHAN Additional Secretary Ministry of Foreign Affairs		Mr. Fagir Mohammad KHAN Secretary Agriculture Department Government of N.W.F.P.	Peshawar
Mr. M.I.K. KHALIL Member Planning Commission	Islamabad	Dr. Ghulam RASUL Managing Director Punjab Agricultural Development and Supplies Corporation	Lahore
Mr. W.A. KERNANI Inspector-General of Forests/ Additional Secretary Ministry of Food, Agriculture and Cooperatives	Islamabad	Dr. Muhammad NOORULLAH Wheat Commissioner/Agricultural Development Commissioner Ministry of Food, Agriculture and Cooperatives	Islamabad
Dr. Heshamul HUQUE Vice-President Pakistan Central Cotton Committee.	Karachi	Sheikh Mahmood IQBAL Director-General Pakistan Forest Institute	Peshawar
Dr. Haleem-ul HASNAIN Member (Animal Sciences) Pakistan Agricultural Research Council	Islamabad		

Mr. R.M.U. SULEMAN Project Director National Fertilizer Development Centre Planning Division	Islamabad	<u>PHILIPPINES</u> <u>Delegate</u> H.E. Mr. Pedro Angara-ARAGON Ambassador Embassy of the Philippines	Islamabad
Dr. Masuda AKHTAR Economic Consultant Ministry of Food, Agriculture and Cooperatives	Islamabad	<u>Alternates</u> Mr. Juanito P. JARASA Minister Counsellor Embassy of the Philippines	Islamabad
Mr. M. Sohail QURESHI Director-General Energy Resources Cell Ministry of Petroleum and Natural Resources	Islamabad	Mrs. Ligaya V. YUZON Attache Embassy of the Philippines	Islamabad
Dr. Ch. M. Anwar KHAN Member (Natural Resources) Pakistan Agricultural Research Council	Islamabad	<u>SRI LANKA</u> <u>Delegate</u> Mr. Dixon NILAWEERA Additional Secretary Ministry of Agriculture	Colombo
Mr. A.M.H. KANGO Director-General (Water Management) Ministry of Food, Agriculture and Cooperatives	Islamabad	<u>Alternate</u> H.E. Mr. Austin JAYAWARDHANA Ambassador Sri Lanka Embassy	Islamabad
Mr. Aftab Ahmed KHAN Director-General (Extension)	Hyderabad	<u>THAILAND - THAILANDE</u> <u>Delegate</u> H.E. Mr. Borom TANTHIE Deputy Minister of Agriculture and Cooperatives	Bangkok
Mr. Ajmal M. QURESHI Deputy Secretary (International Cooperation) Ministry of Food, Agriculture and Cooperatives	Islamabad	<u>Alternates</u> H.E. Mr. Kamol KAOSAYANANDA Ambassador Royal Thai Embassy	Islamabad
Dr. M. Saleem QURESHI Director Poultry Research Institute	Rawalpindi	Mr. Prakaiproek SRUTANOND Deputy Permanent Secretary Ministry of Agriculture and Cooperatives	Bangkok
Dr. Muhammad SAEED Project Director Deciduous Fruit Development Centre	Quetta	Mr. Vanrob ISARANKURA Permanent Representative of Thailand to FAO Royal Thai Embassy	Rome
Mr. Sahibzada Abdul BASIR Deputy Director Agricultural Extension	Mardan	Mr. Thongchai PETCHARATANA Director, Policy and Agricultural Development Plan Division Office of Agricultural Economics Ministry of Agriculture and Cooperatives	Bangkok
Mr. Sadiq MALLK Executive President Rural Development Foundation of Pakistan	Islamabad	<u>Associates</u> Dr. Sombhot SUWANNAWONG Agricultural Technician Department of Agriculture	Bangkok
Mr. M. Sadiq QURAIISHI President Pakistan Agricultural Journalists Association	Lahore		
Mrs. Masarrat S. ALI Adviser Ministry of Food, Agriculture and Cooperatives	Islamabad		
Dr. Moin Uddin BAQAI Principal Economic Adviser Ministry of Finance	Islamabad		

Mrs. Marasee SURAKUL
Assistant Secretary-General
National FAO Committee of Thailand
Ministry of Agriculture and
Cooperatives

Bangkok

Mr. Dusit SIRIROJANA
Agriculturist
Ministry of Agriculture and Cooperatives

Bangkok

UNITED STATES OF AMERICA - ETATS-UNIS
D'AMERIQUE

Delegate

H.E. Mr. Donald R. TOUSSAINT
US Deputy Permanent Rep. to
UN Agencies
United States Embassy, Rome

Rome

Adivisers

Mr. E. Wayne DENNEY
Situation and Outlook
Leader
Asia Branch, International
Economic Research Service,
Department of Agriculture

Washington,
D.C.

Mr. Roger P. LEWIS
Deputy Director
Office of International and
Cooperation and Development
International Organization Affairs
Department of Agriculture

Washington,
D.C.

Mr. John J. REDDINGTON
First Secretary
(Agriculture Affairs)
U.S. Embassy

Islamabad

VANUATU

Delegate

H.E. Mr. Jack T. HOPA
Minister of Agriculture, Forestry
and Fisheries

Port Vila

Alternate

Mr. Douglas NALOSU
Director of Agriculture

Port Vila

OBSERVERS FROM MEMBER NATIONS NOT IN THE
REGION

OBSERVATEURS DES PAYS MEMBRES QUI NE SONT
PAS DE LA REGION

NETHERLANDS - PAYS-BAS

Mr. A. FRYLINK
Agricultural Attache
Netherlands Embassy

Teheran

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

Mr. Brian WATKINS
British Embassy

Islamabad

HOLY SEE - SAINT-SIEGE

Rev. Emmanuel GERADA
Ambassador of the Holy See (Vatican)
in Pakistan

Islamabad

Rev. Luigi PRADER

Vatican

REPRESENTATIVES OF UNITED NATIONS AND
SPECIALIZED AGENCIES

REPRESENTANTS DES NATIONS UNIES ET
INSTITUTIONS SPECIALISEES

ECONOMIC AND SOCIAL COMMISSION FOR ASIA
AND THE PACIFIC

COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR
L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Mr. Sultan Z. KHAN
Chief
Agriculture Division

Bangkok

Dr. John C. WILLIAMS
Economic Affairs Officer
Agriculture Division

Bangkok

UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND
FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE

Mr. Juliam LAMBERT
Nutrition Adviser

Islamabad

Mr. David MASON
Coordinator
Planning, Advising and Technical
Services

Islamabad

WORLD FOOD PROGRAMME
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

Mr. Freeman B. HUDSON
Deputy Representative
UN/FAO World Food Programme

Islamabad

UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE
DEVELOPPEMENT

Mr. Himalaya RANA
Resident Representative of UNDP
in Pakistan

Islamabad

Mr. Necdet SUMER
Deputy Resident Representative

Islamabad

Mr. David STILLMAN
Assistant Resident Representative

Islamabad

UNITED NATIONS INDUSTRIAL DEVELOPMENT
ORGANIZATION
ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE
DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Mr. B. SANTEN
Junior Professional Officer

Islamabad

INTERNATIONAL LABOUR ORGANIZATION
ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Mr. R.V. DIAZ Islamabad
Chief Technical Adviser
Asian and Pacific Skill Development
Programme Office

Mr. Jamal-ud DIN Islamabad
Asian and Pacific Skill Development
Programme Office

WORLD BANK - BANQUE MONDIALE

Mr. Qaiyum SHEIKH Islamabad
Project Adviser
World Bank Resident Mission
in Pakistan

UNITED NATIONS FUND FOR POPULATION
ACTIVITIES
FONDS DES NATIONS UNIES POUR LES
ACTIVITES EN MATIERE DE POPULATION

Mr. Saad Reheem SHEIKH Islamabad
UNFPA Deputy Representative and
Senior Adviser on Population

OBSERVERS FROM INTERGOVERNMENTAL
ORGANIZATIONS
OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS
INTERGOUVERNEMENTALES

ASIAN DEVELOPMENT BANK
BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT

Mr. A.I. Aminul ISLAM Manila
Manager
Agricultural Support Services Division
Agriculture Department

ASIAN PRODUCTIVITY ORGANIZATION
ORGANISATION ASIATIQUE DE LA PRODUCTIVITE

Mr. Dalmacio A. CRUZ Tokyo
Agriculture Programme Officer

CENTRE ON INTEGRATED RURAL DEVELOPMENT
FOR ASIA AND THE PACIFIC
CENTRE DE DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE
POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Mr. Aziz-ul HAQ Comilla
Director
BARD Campus, Kothari

Mr. Rang ILLAHI Comilla
Administrative Officer
BARD Campus, Kothari

OSBERVERS FROM NON GOVERNMENTAL
ORGANISATIONS

OBSERVATEURS ASIATIQUES DES ONG POUR LA
REFORME AGRAIRE ET LE DEVELOPPEMENT RURAL

Mr. M.V. RAJASEKHARAN Bangalore
Executive Trustee
ASIAN Institute of Rural Development
7-A Ratnavilasa Road
Basavanagudi

INTERNATIONAL COOPERATIVE ALLIANCE
ALLIANCE COOPERATIVE INTERNATIONALE

Mr. Ihsanul Haq PIRACHA Rawalpindi
Managing Director
Mercantile Cooperative Finance
Cooperation Ltd.

INTERNATIONAL COUNCIL OF WOMEN
CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES

Mrs. Jamila BANDIAL Islamabad
APWA Central Branch

Mrs. Hajra JAN Islamabad
Doctor Medica, APWA

WORLD FEDERATION OF TRADE UNIONS
FEDERATION SYNDICALE MONDIALE

Mr. Kaniz FATEMA Karachi
President
Pakistan Trade Union Federation

Mr. Chaudhry Fateh MOHAMMAD Karachi
Pakistan Trade Union Federation

Mr. Qaes ASLAM Karachi
Pakistan Trade Union Federation

Conference Secretariat

Dr. H. TSUTSUI
Conference Secretary

Dr. B.P. DHITAL
Conference Affairs Officer

Dr. Y.S. RAO
Reports Officer

Mr. J.L. MERCADO
Press Officer

FAO

Mr. Edouard SAOUMA
Director-General

Mr. S.S. PURI
Assistant Director-General and
Regional Representative for
Asia and the Pacific

Prof. Nurul ISLAM
Assistant Director-General
Economic and Social Policy Dept.

Mr. J.C. PHILLIPS
FAO Representative in Pakistan

Mr. R. DUDAL
Director
Land and Water Development Division

- B9 -

Mr. M.S. ZEHNI
Director
Research and Technology Development Div.

Mr. K. MEHBOOB
Chief, Office of Internal Audit.
Inspection and Management Control, AUD

Mr. V. de VIERNO
Principal Legal Officer, LEG

Mr. H.A. Ismet-HAKIM
Chief, Regional Bureau for Asia
and the Pacific, DDFP

Mr. T. KERR
Acting Chief, Global Perspective
Studies Unit, ESDG

Mr. F.J. MOUTTAPA
Chief, Environment and Energy
Programme Coordinating Centre, AGR

Mr. M.A. ZAFAR
Chief, Regional Operations Service, AGOF

Mr. S. De MISTURA
Attaché de Cabinet

Mr. M.R. de MONTALEMBERT
Coordinator, Wood Energy Programme, FOD

Dr. R.U. QURESHI
Reg. Food Policy and Nutrition Officer

Dr. B.N. de los REYES
Reg. Small Farm Managem. Officer

Dr. R.B. SINGH
Reg. Plant Prod. and Protection Officer

Mr. Kyi TUN
Development Planning Officer

HOST GOVERNMENT SECRETARIAT

Mr. Anwarul Haq RAAZI
Joint Secretary/Conference
Liaison Officer
Ministry of Food, Agriculture
and Cooperatives.

Mr. Ajmal Mahmood QURESHI
Deputy Secretary (IC)
Ministry of Food, Agriculture
and Cooperatives

Mr. Mohammad SAMI
Deputy Secretary (Conf. I)
Ministry of Food, Agriculture
and Cooperatives

Lt. Col. (Ret.) Malik AMAN
Deputy Secretary (Conf. II)
Ministry of Food, Agriculture
and Cooperatives

Dr. M. YOUSAF CH.
Member, Crops Sciences, PARC

Mr. Saleem MURTZA
Deputy Secretary
Ministry of Food, Agriculture and
Cooperatives

Dr. Abdul AZIZ
Deputy Director-General (Health)

Mr. M. Amjad VIRK
Deputy Secretary (Camp Airport)

Mr. Khalid Rashid SHAHBAZ
spro, Parc

Mr. Malik MUSHTAQ
PARC

Mr. M.S. BHATTI
Deputy Secretary

Mr. Shaukat JAVED
Superintendent of Police

Mr. Taufique A. SIDDIQUI
Deputy Secretary

Mr. C.M. Anwar KHAN
Member (NR), PARC

Lt. Col. (Ret.) M. Aslam RAJA
Director, Logistics
PARC

LISTE DES DOCUMENTS

Série APCR/84:

APRC/84/1	Ordre du jour provisoire annoté
APRC/84/2	Activités de la FAO dans la région, notamment mesures prises pour donner suite aux principales recommandations de la seizième Conférence régionale
APRC/84/3	Programme de travail et budget 1984-85 pour la région
APRC/84/4	Formation à l'agriculture et au développement rural
APRC/84/5	Politiques des prix agricoles
APRC/84/6	Plan d'action pour la mise en valeur de sources renouvelables d'énergie rurale
APRC/84/7	Représentation de la région au Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI)
APRC/84/8	Examen des réalisations de certaines Commissions régionales de la FAO

Série APCR/84/INF:

APRC/84/INF/1	Note d'information
APRC/84/INF/2	Calendrier provisoire
APRC/84/INF/3	Liste provisoire des documents

DECLARATION D'OUVERTURE
DU DIRECTEUR GENERAL A LA PLENIERE

C'est avec grand plaisir que je prends la parole à la dix-septième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique. Si les pays membres de la région rassemblent presque les trois quarts de la population agricole de la planète, on y trouve à peine plus du tiers de ses terres arables. C'est ici que se trouve le plus vaste front de bataille de l'interminable guerre menée par le monde contre la faim et l'insécurité des approvisionnements alimentaires.

Hommage au pays hôte

En cette occasion, nous avons le grand privilège de jouir de la généreuse hospitalité du Gouvernement et du peuple pakistanais. Les excellentes dispositions qui ont été prises par nos hôtes contribueront à rendre nos débats constructifs. Elles nous permettront aussi d'apprécier quelques-unes des splendeurs de cette région, décrite par Allama Mohamed Iqbal, le poète national du Pakistan, comme "un monde d'aubes vermeilles et de crépuscules enflammés".

En matière de développement agricole, le Pakistan se trouve depuis longtemps en première ligne. Il a en particulier réussi à accroître sa production de céréales, notamment de blé, dans une mesure impressionnante. Au cours de la période 1973-83, sa production alimentaire totale a progressé en moyenne d'environ 4,4 pour cent par an - c'est-à-dire nettement plus vite que sa population. Cet excellent résultat s'explique en premier lieu par l'esprit d'entreprise des agriculteurs pakistanais, mais il est également imputable aux politiques éclairées qui ont été adoptées par le Gouvernement. Je suis certain que les distingués délégués à la présente Conférence souhaiteront échanger des données d'expérience et des idées avec leurs collègues de notre pays hôte.

Monsieur le Président, nous nous sommes rencontrés pour la dernière fois à Jakarta il y a deux ans. A cette occasion, la Conférence a adopté à l'unanimité le "Consensus sur le développement dans l'équité, la croissance et la stabilité".

Le Consensus de Jakarta

Dans ce document éloquent, présenté à l'initiative de l'Indonésie, les gouvernements des Etats Membres ont affronté un "monde à court de ressources où la faim et la malnutrition vont s'aggravant". Ils ont jugé "intolérables" les conditions de pauvreté absolue dans lesquelles de plus en plus d'êtres humains sont contraints de vivre, dans l'amertume que suscitent des espoirs toujours déçus. En vue d'assurer aux pauvres des conditions de vie plus humaines, les gouvernements ont été invités par ce Consensus à agir avec plus de décision qu'auparavant pour faciliter aux petits agriculteurs l'accès à la terre, à l'eau et aux autres biens de production, spécialement en entreprenant une réforme agraire.

Le document formulait également l'avertissement suivant: "La dégradation accélérée de notre environnement met en péril nos moyens d'existence". Les gouvernements et les particuliers ont été invités à protéger "la mince couche de sol superficiel fertile, ainsi que les processus écologiques indispensables à une production équilibrée".

Il s'agit de savoir aujourd'hui si la région progresse vers la réalisation des principaux objectifs du Consensus de Jakarta. Je crains qu'une réponse affirmative ne doive s'accompagner de nombreuses réserves. Considérons tout d'abord les faits nouveaux survenus dans l'économie mondiale qui influent sur la prospérité de la région.

La récession mondiale

Déjà, à l'époque de la dernière Conférence régionale, le commerce agricole mondial était entré dans sa crise la plus grave depuis plusieurs décennies. A la fin de 1982, les prix à l'exportation des produits agricoles des pays en développement étaient inférieurs

de 20 pour cent en moyenne à ceux de l'année précédente. Il en est résulté une forte chute des recettes d'exportation de produits qui revêtent un intérêt majeur pour l'Asie et le Pacifique, tels que le sucre, le riz, les huiles végétales et le thé. En 1982, les recettes d'exportation du caoutchouc ont même diminué pour la deuxième année consécutive, de plus d'un quart. Les pertes, qui se sont établies à près de 900 millions de dollars à l'échelle mondiale, ont été presque entièrement supportées par les exportateurs de caoutchouc de l'Asie et du Pacifique.

Espoirs de redressement

Je me réjouis du redressement des prix trop longtemps attendu qui s'est amorcé ces derniers mois. Cela devrait soulager les producteurs de nombreux produits d'exportation qui revêtent une importance vitale pour la région. Mais, comme en témoigne la montée exceptionnelle des prix du thé depuis le milieu de l'année dernière, cette amélioration a coïncidé pour une bonne part avec une réduction des disponibilités exportables, laquelle pourrait toutefois n'être que temporaire.

Pour assurer la prospérité future du commerce d'exportation de la région, il est essentiel que le redressement économique mondial détermine une reprise de la demande dans les pays importateurs. Je juge tout aussi important que les pays développés desserrent l'étai du protectionnisme qui s'oppose au développement des exportations de matières premières agricoles transformées de la région, par exemple les textiles et les articles en cuir.

Le problème de la dette extérieure est moins écrasant ici que dans d'autres régions. On note toutefois avec préoccupation que quatre pays de l'Asie et du Pacifique figuraient parmi les 20 pays en développement qui ont été les plus gros emprunteurs en 1982, avec une part de 20 pour cent dans la dette à long terme de ce groupe.

Perspectives de l'aide

Les perspectives de l'aide à l'agriculture sont toujours loin d'être rassurantes. La situation des ressources de l'Association internationale de développement (IDA), qui a été l'un des principaux bailleurs d'aide à l'agriculture asiatique, est particulièrement inquiétante. La contraction des fonds de l'IDA, qui ont été ramenés à neuf milliards de dollars lors de la septième reconstitution de ses ressources, affectera certainement le développement agricole de votre région et d'autres. Le Fonds international de développement agricole (FIDA) se heurte aussi à des difficultés persistantes pour la reconstitution de ses ressources et le PNUD a dû opérer des coupes radicales dans ses opérations par suite du manque d'argent.

Le contexte économique général reste donc difficile, même si le pire de la récession est passé. Il est encourageant que, malgré les problèmes des trois dernières années, le secteur agricole de la région ait continué à bien se comporter. Il a en particulier fait preuve d'une impressionnante faculté de récupération après les dévastations causées par des conditions météorologiques anormales.

L'agriculture dans la région

En 1982, la sécheresse a sévi dans une grande partie de l'Australie et du sous-continent indien. La production céréalière a quand même augmenté cette année-là, mais peu. En 1983, toutefois, elle a fait un bond en avant pour atteindre le record absolu de 715 millions de tonnes, soit une augmentation de pas moins de 10,5 pour cent par rapport à 1982. Toutes les céréales ont contribué à cette progression, mais les résultats les plus impressionnants concernent le blé dont la production a augmenté de 22 pour cent, grâce aux récoltes exceptionnelles rentrées en Chine et en Inde.

Mais les chiffres du moment sont l'annonce d'une tendance à long terme qui est peut-être encore plus encourageante.

Quoique la production céréalière de la Région ait accusé des fluctuations considérables d'une année à l'autre, son taux de croissance annuel composé au cours de la période 1973-83 a atteint 3,4 pour cent et il semblerait qu'il se maintienne actuellement à ce niveau.

Certes, on est en deçà de l'objectif de 4 pour cent qui a été fixé pour la Décennie du développement et ce progrès ne résout pas non plus automatiquement l'angoissant problème des 300 millions de malnourris chroniques qui se pose de longue date. Néanmoins, la production de la région a conservé une faible mais réelle avance sur la croissance démographique.

L'accroissement de la production a été principalement imputable à une augmentation des rendements, car l'option traditionnelle consistant à mettre de nouvelles terres en culture est maintenant presque entièrement barrée. La pression exercée sur la terre est confirmée par la diminution de la superficie cultivée par personne se livrant à l'agriculture, qui a été de 9 pour cent au cours de la dernière décennie.

Monsieur le Président, la froideur des statistiques cache des résultats humains profondément émouvants. Ainsi, au cours de la décennie que nous avons brièvement examinée, la taille moyenne des enfants de la République de Corée a augmenté de trois centimètres grâce à une meilleure nutrition. En Thaïlande, l'espérance de vie est passée à 63 ans et à Sri Lanka à 66 ans.

Il y a de nombreuses raisons à ce succès.

Facteurs favorisant le progrès

Indépendamment de bonnes conditions météorologiques, les facteurs qui ont favorisé le progrès ont été les suivants: l'adoption de politiques qui ont levé les obstacles à la productivité des petits agriculteurs; le nombre croissant des scientifiques; la poursuite des investissements dans l'agriculture; la diffusion rapide des nouvelles technologies; enfin, toute une série d'importantes initiatives institutionnelles. C'est ce que j'illustrerai par quelques exemples.

En Chine, la mobilisation de l'énergie et de l'esprit d'entreprise des paysans, grâce au nouveau système de responsabilisation des producteurs, a contribué à une énorme augmentation de la production céréalière au cours des deux dernières années. Les Philippines ont continué de former de nombreux étudiants, venus de toute la région, dans le domaine de l'agriculture tropicale. En utilisant de nouvelles variétés, la Birmanie a doublé ses rendements de paddy dans le cadre de son programme Township. Consciente qu'en privant l'agriculture de fonds on peut déclencher un recul économique, la Malaisie a fermement défendu les allocations de crédits à ce secteur. En accroissant sa production de lait à un rythme moyen bien supérieur à 4 pour cent par an pendant plus d'une décennie, l'Inde a réalisé ce que l'on a appelé une "révolution blanche". L'Indonésie a favorisé une forte augmentation des rendements de noix de coco en fournissant systématiquement des facteurs de production. L'aquaculture a été florissante dans les eaux des Philippines où la production a augmenté de 18 pour cent. Les débarquements de poisson de Fidji ont accusé une progression remarquable de 23 pour cent.

Sur le plan institutionnel, le Japon a constitué l'année dernière un nouveau fonds fiduciaire régional pour soutenir des programmes visant à parer au danger d'érosion des sols et à assurer un meilleur aménagement des forêts. L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) a adopté une entente sur les pêches. Elle a également commencé de prendre des dispositions préliminaires en vue de l'élaboration d'une politique forestière commune. Enfin, 16 pays membres ont créé une Commission régionale de la FAO pour la sécurité alimentaire. Les recommandations de sa première session serviront de base à d'utiles travaux dans les années à venir.

Persistance de certains problèmes

Monsieur le Président, la région a de nombreux succès à son actif. Malheureusement, ils ne disent pas tout. Comme toujours, les chiffres globaux dissimulent la grande variabilité des performances des diverses zones, même à l'intérieur des pays. Les lacunes de l'agriculture, le retard à apporter des réformes structurelles et la pression démographique croissante se combinent trop souvent et ont pour effet de gonfler les rangs déjà trop nombreux des pauvres. Les rendements céréaliers s'améliorent, mais en général ils ne dépassent encore guère deux tonnes à l'hectare. Le niveau technologique reste très bas.

Une étude récente de la FAO sur la charge démographique potentielle des terres dans le monde entier a montré que sept pays de la région, totalisant plus de 800 millions d'habitants sont déjà en danger. Dans les décennies à venir, ils ne seront pas en mesure de produire suffisamment de nourriture pour leurs populations toujours croissantes s'ils n'améliorent pas substantiellement leur technologie agricole.

Le problème que soulève la croissance démographique ininterrompue reste donc aigu et il est peu probable que la baisse des taux de fécondité qui s'est, semble-t-il, amorcée apporte rapidement un soulagement.

Les dirigeants ont donc un défi de plus en plus difficile à relever. La nécessité d'un accroissement massif de la production rend indispensable la concentration des ressources sur les terres les plus productives, en vue notamment d'étendre les périmètres d'irrigation. Mais les considérations d'équité, ainsi que la nécessité de freiner l'émigration vers des villes déjà surpeuplées, justifient des efforts spéciaux au bénéfice des producteurs les moins favorisés, en particulier dans les zones cultivées en sec.

Programmes nationaux de sécurité alimentaire

En proposant que les pays mettent sur pied des programmes nationaux de sécurité alimentaire, la FAO offre un cadre possible pour s'attaquer à cette tâche. Ces programmes devraient faire une place appropriée à chacun des trois principaux éléments de la sécurité alimentaire: assurer que la production progresse, autant qu'il est techniquement possible, au même rythme que la demande; assurer un flux stable d'approvisionnements là où ils sont nécessaires; enfin, assurer effectivement à ceux qui en ont besoin l'accès à la nourriture.

La question de l'accès est liée aux problèmes jumeaux de la pauvreté et de la malnutrition, qui sont malheureusement encore si fréquents en Asie aujourd'hui. Le temps presse: c'est une question de vie ou de mort. Ceux qui continuent de mener des vies crépusculaires du fait de la malnutrition ne peuvent attendre. Tout retard apporté au soulagement de leurs besoins se paie en douleur humaine.

L'existence matérielle de la nourriture ne suffit pas à résoudre le problème de la faim. De fait, la nourriture peut devenir une insulte aux affamés, s'ils ne sont pas en mesure de l'acheter.

Selon les estimations de la FAO, l'apport énergétique souhaitable par habitant dans la plupart des pays de cette région devrait se situer autour de 2 200 calories. S'il tombe au-dessous de 1 600 calories, la sous-alimentation exerce ses ravages.

Le problème de la sous-alimentation

Il est significatif que, dans tous les pays de l'Asie et du Pacifique, les disponibilités énergétiques moyennes par habitant dépassent 1 600 calories. Malheureusement, la nourriture disponible est inégalement partagée, parce que le pouvoir d'achat est lui-même inégalement réparti. Il en résulte d'énormes disparités en ce qui concerne l'accès à la nourriture, et c'est là la cause fondamentale du grave problème de la sous-alimentation.

La distribution des produits alimentaires est une question peut-être encore plus difficile que l'accroissement de la production. Dans les années à venir, il est probable que les problèmes de distribution prendront de plus en plus une place de premier plan.

Conformément au Consensus de Jakarta et au concept de sécurité alimentaire de la FAO, la région devra s'efforcer, dans une mesure croissante, de concevoir des politiques et des programmes propres à assurer que les groupes pauvres de la population aient physiquement et économiquement accès à la nourriture.

L'approche adoptée à cet effet comprendra généralement l'ajustement des politiques de prix, des systèmes de distribution publique et, avant tout, des programmes de développement rural visant à accroître le revenu de la grande masse de la population.

Assurer un meilleur accès à la nourriture et accroître la production

Fondamentalement, il s'agit de combiner ces programmes, visant essentiellement à parvenir à l'équité, avec une action en vue de maintenir l'élan que la région a imprimé à grands efforts à sa production alimentaire. Les politiques et programmes qui aident les agriculteurs à sortir des étroits confins d'une agriculture de subsistance sur brûlis ou de systèmes élémentaires d'élevage et de production agricole, doivent être compatibles avec l'objectif majeur de mobiliser pleinement la capacité productive de la région.

J'ai déjà évoqué quelques-uns des avantages, du point de vue des disponibilités de personnel qualifié, qui placent la région en position relativement forte pour s'attaquer à fond à ces problèmes. Je mentionnerai en outre ici une autre caractéristique importante: la compétence de vos planificateurs et la haute qualité de vos plans nationaux de développement.

A la lecture - après avoir fait la part des différences nationales -, on reconnaît dans ces plans un certain nombre de perceptions communes des stratégies requises. Elles intéressent: la sécurité de l'occupation des terres et autres mesures de réforme agraire; les ensembles de technologies adaptés aux besoins de l'agriculture intégrée, en particulier dans les hautes-terres et les zones semi-arides tropicales; enfin, la promotion du développement rural grâce à la participation populaire. Ces plans reconnaissent aussi de façon générale la nécessité permanente de réduire les pertes de produits alimentaires après la récolte.

Ces idées sont tout à fait conformes aux principaux objectifs du Programme d'action qui a été adopté par la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural (CMRADR) en 1979. Il n'est donc pas surprenant qu'un certain nombre de pays de la région aient souhaité coopérer avec la FAO pour faire le point de leurs politiques et programmes de développement rural, en vue de les réorienter vers la réduction de la pauvreté rurale. Au titre de ses activités de suivi de la CMRADR, l'Organisation a pris l'initiative d'envoyer des missions d'analyse politique de haut niveau et autres missions techniques dans divers pays de la région.

Les femmes dans le développement

De nombreux pays de la région s'efforcent de mieux reconnaître et d'appuyer le rôle important joué par les femmes rurales dans le développement. La contribution féminine dans les domaines économique et social a été trop longtemps sous-estimée, et même complètement méconnue. Nous savons aujourd'hui que les femmes sont nombreuses parmi les chefs de ménage, les travailleurs sans terre et les producteurs agricoles, mais que, souvent, elles ne peuvent accéder directement aux ressources productives et aux services.

CEPD/CTPD

La création de bureaux de la femme par de nombreux gouvernements et une étroite collaboration entre ces bureaux et les ministères respectifs peuvent aider à apporter les types de soutien nécessaires. Ils devraient promouvoir l'équité, tout en restant compatibles avec l'environnement culturel général. Le travail avec des groupes de femmes, par exemple, a permis de déterminer des changements notables, qui ont été acceptés, en de nombreux endroits.

Dans tous les domaines que j'ai examinés, la coopération technique et économique entre pays en développement devrait jouer un rôle croissant. La promotion de la CEPD et de la CTPD est devenue l'un des éléments de base d'une gamme toujours plus large de programmes de la FAO. L'approche régionale ou sous-régionale peut être particulièrement fructueuse dans de nombreuses situations. Une brochure FAO intitulée "L'expérience partagée au service du progrès", dont des exemplaires se trouvent à votre disposition ici, montre ce que la CTPD peut offrir dans les domaines de l'alimentation, de l'agriculture, des forêts, des pêches et du développement rural, et elle illustre le type d'assistance catalytique que peut fournir la FAO.

Ce sont au premier chef les agriculteurs et les gouvernements de la région qui doivent s'atteler aux nombreuses tâches que j'ai évoquées ici. La FAO a le privilège d'être votre collaboratrice dans cette entreprise immense. Nos ressources étant extrêmement limitées, nous avons sélectionné quatre domaines principaux dans lesquels concentrer nos activités: accroissement de la production alimentaire; renforcement de la sécurité alimentaire; maximisation des effets au niveau du terrain; renforcement de la coopération économique et technique entre pays en développement.

Le Programme de travail et budget de l'Organisation pour 1984-85 a été approuvé à l'unanimité l'année dernière par notre Conférence biennale à sa vingt-deuxième session et il est l'assise de nos activités au titre du Programme ordinaire. Nos activités de soutien aux programmes de terrain, qui sont étroitement liées au Programme ordinaire, sont entreprises avec divers fonds qui ont été créés par le PNUD et par d'autres programmes et institutions pour des activités d'aide et d'assistance technique, ainsi qu'avec des fonds fiduciaires.

Le programme de la FAO dans la région

A la fin de décembre 1983, 265 projets FAO/PNUD étaient opérationnels dans la région pour un coût total de plus de 250 millions de dollars, ainsi que 114 projets au titre de fonds fiduciaires pour un coût d'environ 100 millions de dollars. Cinq cent soixante experts de la FAO coopéraient dans ce cadre avec le personnel technique des pays membres. En outre, nos représentants de la FAO dans les pays et le personnel de notre Bureau régional de Bangkok se sont tenus en étroit contact avec les gouvernements pour mettre au point et surveiller nos programmes de terrain.

Bien qu'à première vue les chiffres globaux pour notre programme de terrain puissent sembler substantiels, ils doivent être considérés en fonction de la contraction rapide des ressources mises à disposition par le PNUD. La valeur des projets financés par le PNUD que nous exécutons dans la région est tombée de plus de 60 millions de dollars en 1981 à environ 47 millions en 1982, et à peine plus de 38 millions l'année dernière. Dans ces conditions, notre propre Programme de coopération technique, relativement modeste, a pu jouer un rôle de premier plan, par exemple en assurant la continuité de certains projets menacés par la réduction des crédits du PNUD.

La plupart des pays ont maintenant constitué un réservoir suffisant de compétences techniques nationales pour avoir beaucoup moins besoin de projets d'assistance technique de type traditionnel. Par ailleurs, de nouvelles exigences se sont fait jour; elles concernent souvent des formes plus spécialisées de coopération. Dans l'ensemble, il ne me semble pas que l'aide de la FAO soit devenue moins nécessaire qu'il y a quelques années.

Au contraire, l'arrivée d'une nouvelle génération de problèmes, de programmes et de projets - par exemple pour ce qui concerne le développement rural - met fortement à contribution notre Organisation. Il nous faut apporter une aide qui soit étroitement adaptée aux besoins des pays demandeurs. La réduction du volume des programmes financés par le PNUD est donc très préoccupante.

Principaux thèmes de la Conférence

L'ordre du jour de la présente Conférence régionale a été établi compte tenu des nombreux facteurs que j'ai brièvement décrits. Il offre à la Conférence une chance d'examiner plusieurs questions qui revêtent une importance cruciale si l'on veut offrir aux agriculteurs la possibilité, qui leur a été si longtemps déniée, de triompher de la pauvreté et de la faim.

Politiques de prix

L'un des thèmes de la Conférence concerne la politique de fixation des prix agricoles. Nous savons, parce que l'histoire nous l'a montré, que tous les agriculteurs réagissent rapidement et rationnellement aux mesures d'encouragement que constituent des politiques de prix favorables. Des politiques de prix propres à renforcer la capacité de gain des producteurs, en particulier les petits agriculteurs, peuvent constituer des mécanismes efficaces pour amorcer une croissance agricole soutenue.

Au cours de la présente Conférence, je compte en apprendre beaucoup plus sur les résultats obtenus dans ce domaine par les pays de la région. Ces données apporteront une importante contribution à l'étude mondiale en cours dont je compte présenter les conclusions à la vingt-troisième session de la Conférence de la FAO en 1985.

Formation

Une autre question importante qui sera examinée par votre Conférence est celle de la formation dans les domaines de l'agriculture et du développement rural. Le développement des ressources humaines revêt une importance cruciale pour accroître la productivité de l'agriculture, et les gouvernements ont affecté des ressources substantielles à ce travail. Mais il existe un haut degré de conformisme et les modes de formation traditionnels sont extrêmement bien ancrés. Ce sont en général les groupes les mieux nantis du secteur agricole qui en ont bénéficié le plus. En effet, beaucoup trop de programmes de formation sont détachés du contexte de la vie quotidienne des agriculteurs dans les villages. En grande partie, la formation des animateurs au niveau des villages reste à faire.

Le secteur de l'irrigation est peut-être celui où l'on a le plus besoin de programmes de formation novateurs au niveau des villages. Rien qu'en 1983, le montant des investissements dans de grands projets d'irrigation s'est établi à 1,4 milliard de dollars. Et pourtant, nous savons qu'une grande partie des périmètres d'irrigation existants sont inutilisés ou mal utilisés parce que les agriculteurs n'ont pas reçu la formation nécessaire.

La tâche qui nous incombe est de remanier les programmes de formation traditionnels. Les programmes entrepris au niveau des villages doivent s'appuyer sur la vitalité des cultures locales, et ils doivent tenir compte des aspirations de leurs habitants.

Participation populaire

Il est encore plus important de reconnaître que la formation doit avoir pour objectif majeur d'assurer la participation de la population à un changement autodéterminé et auto-dirigé. J'ai l'espoir que nous pourrions tirer des enseignements de l'abondante expérience accumulée dans le cadre des programmes existants au niveau des villages.

Monsieur le Président, l'expérience variée acquise en Asie et dans le Pacifique montre clairement que les programmes visant à accroître la productivité des groupes les plus pauvres bénéficient à tous. Ils accélèrent la croissance économique, procurent des ressources permettant de créer des emplois, stimulant la demande de produits de consommation et permettent d'étayer les débuts des programmes d'industrialisation.

La croissance peut et doit se faire dans l'équité.

La croissance dans l'équité

L'introduction du présent Plan quinquennal du Pakistan résume admirablement l'équilibre à rechercher: "Il est nécessaire d'associer à une base de production solide une croissance sociale tout aussi solide", dit le Plan. "Une croissance économique rapide revêt une importance cruciale pour l'avenir; sans cela, nous ne pourrions que redistribuer la pauvreté. Toutefois, si la croissance économique est nécessaire pour transformer la vie quotidienne de la population, elle n'est pas suffisante. Elle ne peut bénéficier aux pauvres que si elle les atteint et si la majorité de la population participe à la vie économique de manière à assurer non seulement le progrès agricole général mais aussi la productivité des petites exploitations".

Toutes les nations de la région partagent ce sentiment. Le thème est donc tout désigné pour la présente dix-septième Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique.

